

Les

INDICATEURS

2011



fccq

Fédération des chambres
de commerce du Québec

Avancement du Québec par rapport aux axes d'intervention de la FCCQ

Axe I Cultiver l'entrepreneuriat	7
Axe II Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de valeur	9
Axe III Agir sur les facteurs directs de productivité	11
Axe IV Favoriser le développement d'une main-d'oeuvre plus disponible et mieux adaptée aux besoins des entreprises	13
Axe V Appuyer l'exploitation de notre potentiel énergétique en tant que levier économique, tout en améliorant notre efficacité énergétique	15
Axe VI Encourager le gouvernement à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental et à se recentrer davantage sur son rôle de facilitateur plutôt que d'entrepreneur	17
Axe VII Dynamiser notre potentiel d'innovation	19
Axe VIII Attirer les investisseurs étrangers et les partenaires commerciaux stratégiques	21

Les signes provenant des régions administratives du Québec

Abitibi-Témiscamingue	24	Laurentides	42
Bas-Saint-Laurent	26	Laval	44
Capitale-Nationale	28	Mauricie	46
Centre-du-Québec	30	Montérégie	48
Chaudière-Appalaches	32	Montréal	50
Côte-Nord	34	Nord-du-Québec	52
Estrie	36	Outaouais	54
Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	38	Saguenay-Lac-Saint-Jean	56
Lanaudière	40		
Autres considérations	58		

Il y a 5 ans, après une année de consultation auprès de nos membres nous avons publié notre vision économique, intitulée « Pour un Québec gagnant ». D'abord et avant tout, un Québec compétitif et innovateur qui exploite l'ensemble des possibilités de l'internationalisation : voilà la vision que nous nous étions donnée.

Depuis, chaque année, la FCCQ publie des indicateurs qui évaluent le progrès économique du Québec selon les divers axes contenus dans sa vision. Cette année, à l'aube de la publication de notre nouvelle vision, ces indicateurs prennent encore plus d'importance car ils serviront à mesurer notre impact et la pertinence de nos actions.

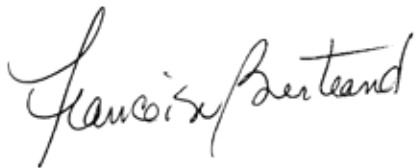
C'est en partie sur ces indicateurs et sur sa vision économique que la FCCQ oriente ses actions auprès de ses partenaires et des gouvernements. Le dynamisme économique est d'abord basé sur celui des entreprises, mais il est nécessaire que les politiques gouvernementales soient aussi orientées vers le développement économique du Québec.

Les indicateurs FCCQ - Édition 2011 nous démontrent l'ampleur des défis que le Québec aura à relever. La création de richesse n'est pas à la hauteur des attentes et dans un contexte concurrentiel internationalisé, nous sommes loin d'être aussi compétitifs que nous le devrions. De plus, le secteur manufacturier connaît d'importantes difficultés. Dans un contexte de vieillissement de la population et de refus d'une partie de la société civile d'accepter le développement richesses naturelles, les signaux contenus dans ces indicateurs sont inquiétants.

Notre position dans la défense des intérêts de nos membres au chapitre des politiques publiques est de prendre fait et cause pour la croissance des entreprises. Selon nous, c'est la seule façon d'assurer au Québec une économie prospère qui favorise l'enrichissement collectif.

Bonne lecture de l'édition 2011 des *Indicateurs FCCQ* !

La présidente-directrice générale,



LES INDICATEURS 2011

I **Diminution du nombre d'entreprises** et d'entrepreneurs, et la tendance à la baisse du recours au capital de risque se confirme.

II L'importance économique du secteur manufacturier est passé **sous la barre des 15% du PIB**.

III **La productivité est à la hausse**, mais moins rapidement que dans le reste du Canada.

IV **L'emploi croît plus vite au Québec** que dans le reste du Canada, surtout auprès des travailleurs qualifiés et des plus âgés.

V Malgré qu'elles demeurent plus élevées que la moyenne des pays de l'OCDE, **les dépenses publiques et privées en R&D ont diminué** depuis les deux dernières années.

VI **Poursuite dramatique de la chute de la balance commerciale** du Québec et, depuis deux ans, des investissements étrangers au Québec.

Le Québec fait face à d'énormes défis économiques. Après 5 ans de suivis de nos axes d'interventions, nous sommes forcés de constater que certains aspects de l'économie du Québec sont encore problématiques.

Malgré une augmentation depuis 5 ans du nombre d'entrepreneurs, le Québec a subi une baisse de l'entreprenariat en 2010. Les faillites commerciales sont toujours plus élevées qu'au Canada. L'accès au capital de risque est plus difficile et loin des niveaux qui précèdent la récession et les PME demeurent encore le moteur de l'économie du Québec.

L'industrie manufacturière a aussi défoncé un plancher historique sous la barre du 15 % du PIB. Nos exportations de hautes technologies sont à la baisse.

Notre PIB a cru plus vite que le reste du Canada l'an dernier, mais l'écart reste appréciable, malgré que nous investissions beaucoup plus dans l'éducation. L'emploi croît rapidement et la différence entre les taux d'emplois québécois et canadiens ont tendance à s'amenuiser. Les travailleurs travaillent plus longtemps qu'auparavant et sont plus instruits et mieux formés.

Les revenus de notre filière énergétique sont à la baisse, et la croissance des revenus des gouvernements est soit négative ou minimale. L'impact sur le PIB de la dette publique demeure élevé et la dette du Québec nous coûte de plus en plus.

Les dépenses en recherche et développement fléchissent au Québec comme au Canada, mais nous formons plus de gens avec des diplômes de 2e et 3e cycle. La balance commerciale du Québec à l'international se creuse de plus en plus dans le négatif tandis que l'on observe la tendance inverse pour la balance interprovinciale. Les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) prennent de plus en plus de place comme destination de nos exportations. Un signe inquiétant : la réduction des investissements en immobilisations sous contrôle étranger.



Avancement du Québec
PAR RAPPORT AUX AXES
D'INTERVENTION DE LA FCCQ



fccq

Fédération des chambres
de commerce du Québec

ENJEUX

Relève entrepreneuriale

Capital de risque d'amorçage et de démarrage peu accessible

Structure entrepreneuriale

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

Favoriser la création et la croissance des entreprises

Contribuer à la mise en place de modes permettant l'intégration des PME manufacturières aux secteurs de pointe

Participer aux efforts de transferts intergénérationnels dans les PME

Promouvoir l'augmentation des compétences des gestionnaires



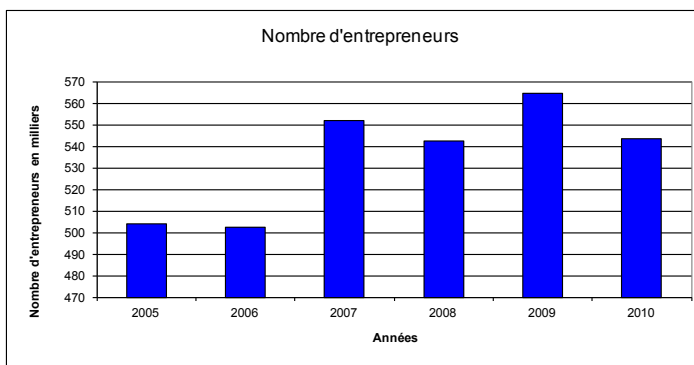
Les indicateurs 2011

AXE I CULTIVER L'ENTREPRENEURIAT

Un entrepreneuriat en manque de relève

Le nombre d'entrepreneurs au Québec a diminué en 2010 (-3,8%). Suite à deux bonnes années pendant lesquelles les gens d'affaires étaient plus nombreux et le nombre d'entreprises individuelles étaient en hausse, nous sommes revenus au niveau de 2008 (soit 543 000, le même nombre d'entreprises individuelles qu'en 2010). Ce constat est inquiétant : le manque de relève et le sous-entreprenariat au Québec est dommageable à long terme. Au lieu de rattraper ses voisins, le Québec creuse l'écart. Cette perte d'entrepreneurs nous force à faire de la relève entrepreneuriale un des centres de notre action. Lors des cinq années de notre plan, la situation de l'entreprenariat québécois s'est améliorée (le nombre de propriétaires d'entreprise et de travailleurs autonomes a augmenté de 7,3% de 2005 à 2010), mais les défis restent immenses afin d'assurer la relève de nos entrepreneurs.

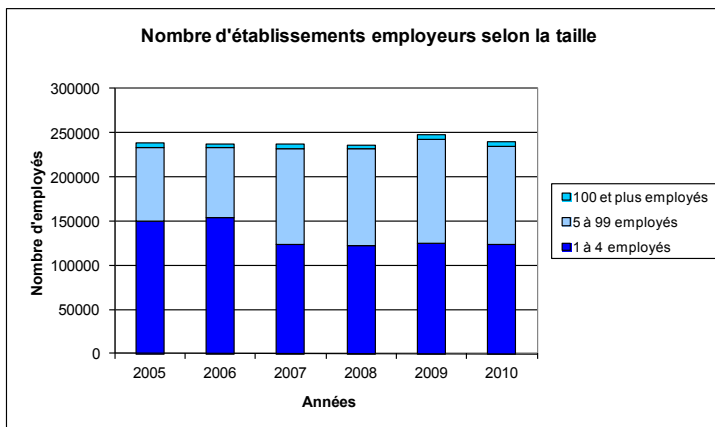
La réduction du nombre de faillites commerciales constitue pourtant une bonne nouvelle. Suite à la crise, il est encourageant de constater que les entreprises québécoises sont plus solides financièrement. Cependant, l'écart continue de se creuser par rapport au reste du Canada où les faillites commerciales sont en constante diminution depuis cinq ans et ce, malgré la crise financière. Promouvoir la compétence de nos gestionnaires doit demeurer une priorité.



Source : Statistique Canada

Un Québec qui se développe par ses PME

La structure industrielle du Québec n'a pas changé de façon spectaculaire au cours des cinq dernières années. La PME demeure le principal créateur d'emplois. On peut constater cependant la diminution du nombre de très petites entreprises au profit des moyennes en-



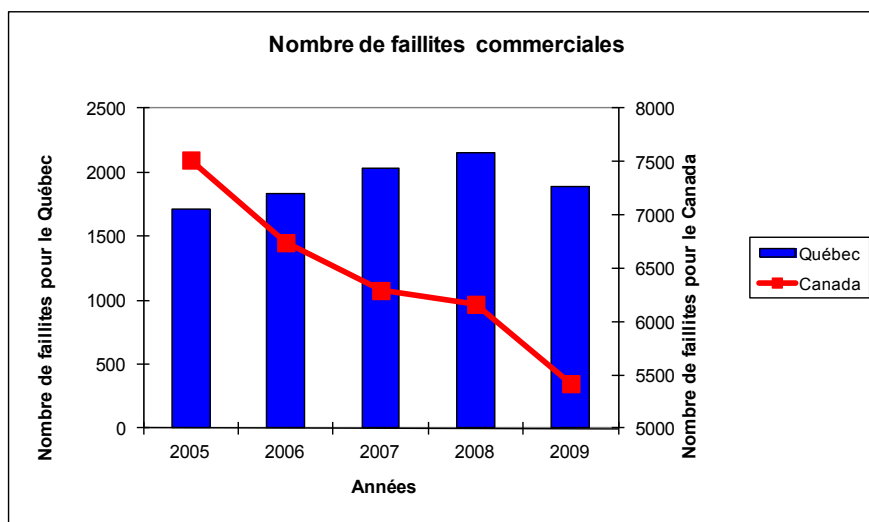
Source : Statistique Canada

AXE I

CULTIVER L'ENTREPRENEURIAT

treprises qui sont en augmentation sur le plan du nombre depuis quatre ans (passant de 109 022 en 2007 à 111 006 en 2010). La structure économique du Québec ressemble de plus en plus à celle du Canada où les moyennes entreprises prennent de plus en plus de place dans l'économie.

Signe inquiétant, le nombre d'entreprises au Québec a diminué en 2010 par rapport à 2009 passant de 247 340 à 239 307. Encore une fois, il faut souligner le problème de relève entrepreneuriale au Québec : il y a moins d'entrepreneurs et moins d'entreprises.



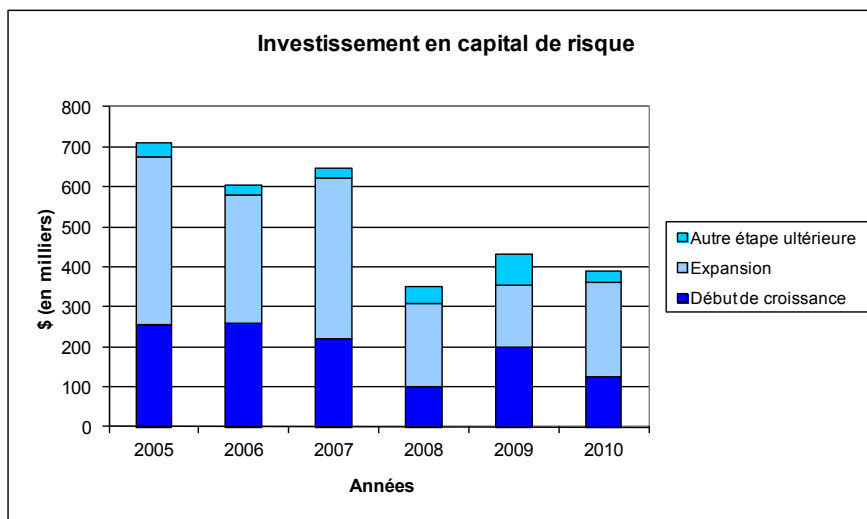
Source : Industrie Canada

Le capital de risque encore à la traîne

De plus, il y a eu moins de capital de risque investi au Québec, l'an dernier. Nous sommes encore loin d'être revenus au niveau précédent la récession de 2008, et encore très loin du niveau de 2005 où plus de 700 millions \$ en capital de risque ont été injectés (par rapport à un peu moins de 400 millions \$ en 2010).

Cette tendance inverse celle observée l'an dernier et doit nous inquiéter. De plus, un pourcentage plus faible de ce capital a été investi dans l'amorçage par rapport à l'an dernier, la majeure partie du capital finançant des expansions. Il faut aussi s'en inquiéter et cette tendance doit être inversée. L'accès au capital de risque doit être renforcé et plus d'entreprises doivent y avoir accès (en 2005, 297 entreprises y avaient accès au Québec contre 174 entreprises en 2010).

Moins d'entrepreneurs, moins d'entreprises, moins de capital de risque investi : des signaux qui doivent inquiéter et nécessitent des actions tangibles.



Source : Réseau Capital

ENJEUX

Disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée

Niveau élevé de dépendance envers l'activité des administrations publiques

Dépendance élevée pour les importations de biens de moyenne et haute technologie

Avenir du secteur manufacturier

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

Développer des filières industrielles porteuses de compétitivité

Encourager le développement des services aux entreprises

Soutenir le développement des avantages compétitifs



Les indicateurs 2011

AXE II

RÉORIENTER LA STRUCTURE INDUSTRIELLE VERS DAVANTAGE DE CRÉATION DE VALEUR

Le secteur des services prend de plus en plus de place

L'économie du Québec continue sa transformation vers une économie de service. Le secteur manufacturier, qui autrefois était le cœur de l'activité économique du Québec, devient de plus en plus marginal. Entre 2005 et 2009, les parts du PIB de ce secteur sont passées de 19 % à moins de 15 %. La diminution frappante de cette activité économique devient préoccupante.

Le Québec se concentre vers une économie qui requiert de plus en plus de compétences spécialisées, mettant ainsi une pression de plus en plus grande sur l'accès à la main-d'œuvre et redéfinissant économiquement certaines régions entières. Parallèlement, si le Québec a fait le pari des industries manufacturières de hautes technologies, ce pari n'est pas reflété dans la place que prennent celles-ci.

	2005	2006	2007	2008	2009
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	31,1	30,6	30,3	29,7	28,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1,8	1,8	1,8	1,7	1,6
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	0,8	0,9	1,1	1,1	1,2
Services publics	4,0	4,0	4,3	4,3	4,3
Construction	5,5	5,7	5,9	6,3	6,4
Fabrication	19,1	18,2	17,2	16,4	14,9
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES	68,9	69,4	69,7	70,3	71,6
Commerce de gros	5,4	5,6	5,6	5,6	5,7
Commerce de détail	6,2	6,3	6,4	6,4	6,5
Transport et entreposage	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	3,8	3,8	3,7	3,8	3,8
Finance, Assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	16,7	17,0	16,7	16,7	17,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,3	4,4	4,5	4,7	4,6
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	2,7	2,8	2,8	2,8	2,7
Services d'enseignement	5,1	5,1	5,2	5,2	5,3
Soins de santé et assistance sociale	7,5	7,6	8,0	7,9	8,3
Arts, spectacles et loisirs	1,1	1,1	1,0	1,1	1,1
Hébergement et services de restauration	2,4	2,3	2,3	2,4	2,4
Autres services (sauf administrations publiques)	2,6	2,6	2,8	2,8	2,9
Administrations publiques	6,7	6,5	6,4	6,5	6,8

Source : Institut de la statistique du Québec

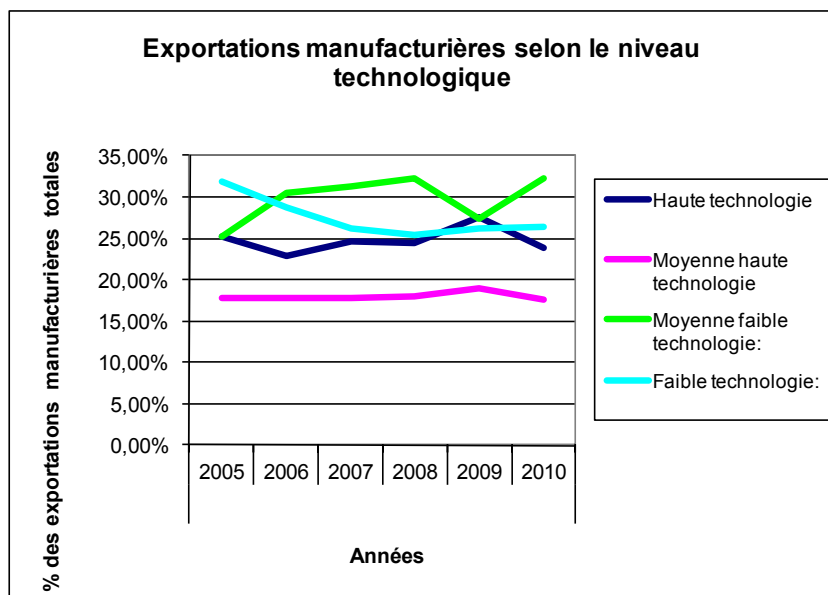
AXE II

RÉORIENTER LA STRUCTURE INDUSTRIELLE VERS D'AVANTAGE DE CRÉATION DE VALEUR

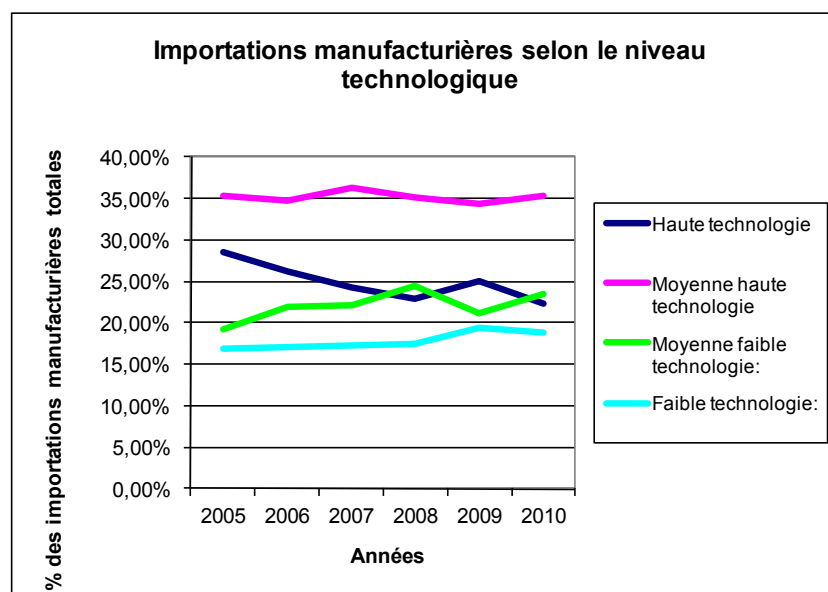
Les exportations de hautes technologies à la baisse

Les exportations en hautes technologies repartent à la baisse après avoir connu une année plus positive en 2009 (Le niveau des exportations de hautes technologies pour l'année 2010 ont diminué de plus de 23% par rapport au niveau de 2005). Ces technologies, créatrices de valeur, sont mises à mal. Plusieurs hypothèses peuvent être émises pour expliquer ce phénomène : hausse de la valeur du dollar canadien, productivité qui n'est pas aussi dynamique qu'elle devrait l'être ou manque d'investissement dans le secteur.

Nous ne sommes pas revenus au niveau des exportations de 2005. Il s'agit d'un recul important. Le secteur aéronautique, fer de lance du secteur au Québec, a connu une baisse très importante de ses exportations de 15 % entre 2009 et 2010. Nos importations sont encore une fois très orientées vers la haute technologie (dans le secteur des télécommunications, par exemple) et la moyenne haute technologie (dans le secteur des produits chimiques, par exemple). En cinq ans, nous avons réduit de plus de 6% l'importance des hautes et moyenne hautes technologies dans nos importations manufacturières totales. Notre dépendance au marché international au terme de notre approvisionnement en technologie demeure assez constante puisque notre niveau total d'importation manufacturière a augmenté de 1,2% de 2005 à 2010.



Source : Institut de la statistique du Québec



Source : Institut de la statistique du Québec

ENJEUX

Productivité comparativement faible

Faibles investissements en machinerie et matériel insuffisants

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

Augmenter le taux d'activité et le taux d'emploi

Augmenter les rendements des processus de production, tant des biens que des services

Augmenter l'intensité en capital

Réviser les aspects réglementaires et administratifs pénalisant la compétitivité des entreprises

Encourager le recours aux TIC dans toutes les régions et dans toutes les industries

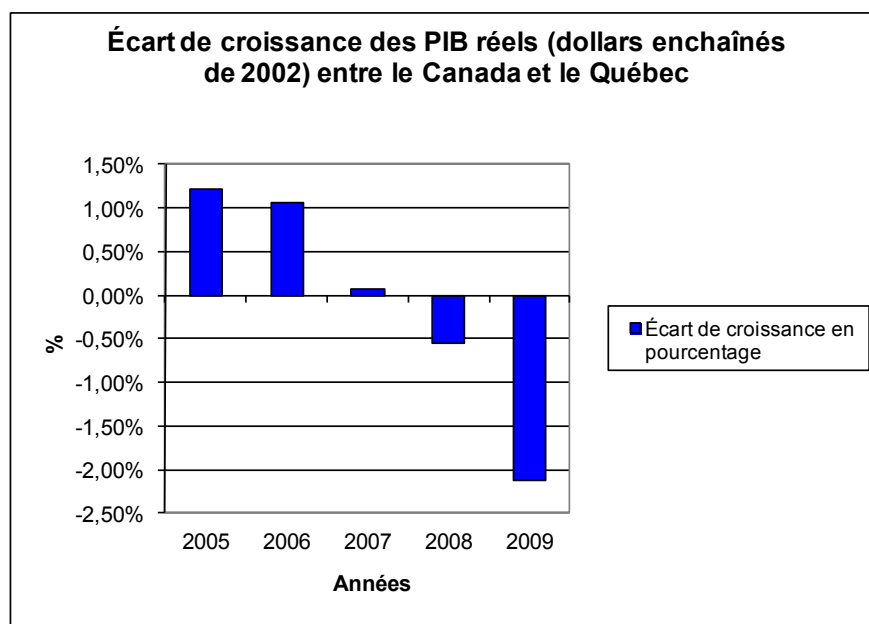


AXE III

AGIR SUR LES FACTEURS DIRECTS DE PRODUCTIVITÉ

Le Québec en 2009 a été plus productif, mais encore moins que le reste du Canada

Moins d'heures ont été travaillées en 2009 qu'en 2008, à cause de pertes d'emplois et de départs à la retraite. Le PIB en dollars enchaînés de 2002 a fait du surplace en diminuant légèrement. Malgré cela, le nombre d'heures a diminué plus rapidement que le PIB en augmentant de près de 3 % la productivité (PIB réel en dollars enchaînés par heures travaillées). Si on fait abstraction de 2008, année de crise, cette augmentation de la productivité confirme une certaine tendance observée depuis 2005. Cependant, le Québec est encore loin du PIB par heures travaillées du reste du Canada, bien que le PIB augmente plus rapidement au Québec qu'au Canada, ce qui inverse la tendance historique.



Source : Statistique Canada

Les investissements en immobilisations semblent stagner

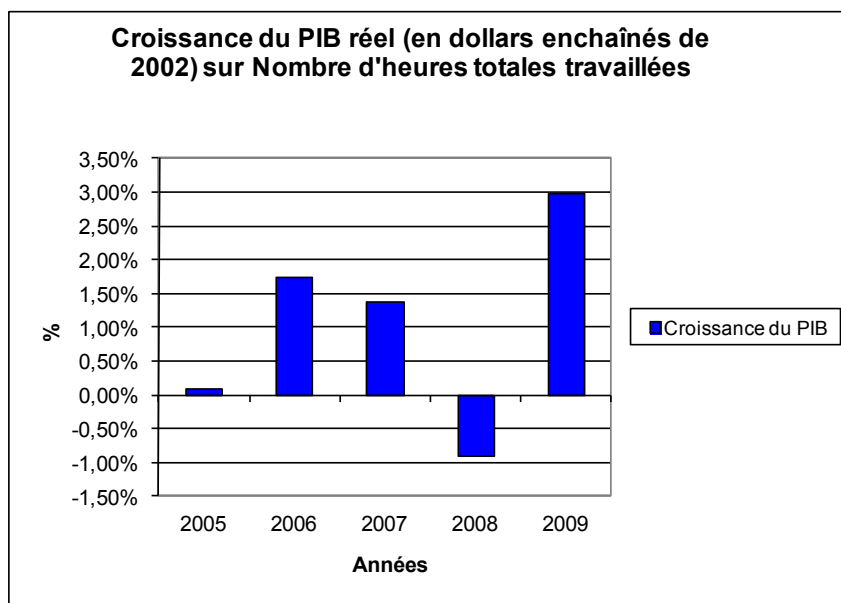
Une meilleure productivité passe généralement par des investissements en machinerie et outillages plus performants. Dans un contexte où le dollar canadien est fort, il est logique de penser que les entreprises doivent investir dans des immobilisations pour améliorer leur rendement. Malheureusement, le Québec ne le fait pas aussi rapidement que le reste du Canada. La part du PIB (en dollars enchaînés de 2002) consacrée aux inventaires d'équipement stagne à près de 8 % au Québec depuis cinq ans, tandis que le reste du Canada est passé de 7,7 % à 8,4 % en 5 ans. Cet écart d'inventaire en stock brut va plomber la croissance et la productivité dans les prochaines années.

AXE III

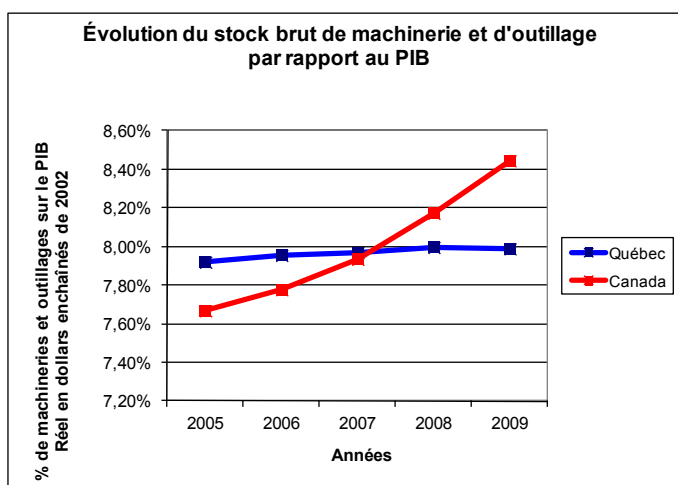
AGIR SUR LES FACTEURS DIRECTS DE PRODUCTIVITÉ

L'investissement en éducation demeure plus élevé

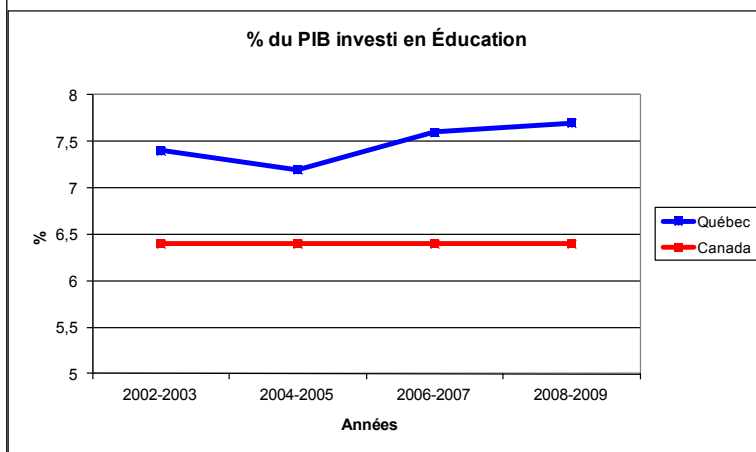
Un des facteurs essentiels pour favoriser l'augmentation de la productivité est l'investissement en éducation pour la formation d'une main-d'œuvre qualifiée. À ce chapitre, le Québec fait bonne figure. Depuis 2002, la part du PIB investi en éducation a augmenté de 0,3 %. L'écart par rapport au reste du Canada se creuse de plus en plus : il est maintenant de 1,3 point de pourcentage. Ainsi, nous pouvons constater qu'il y a là une bonne tangente et le potentiel de développer un avantage concurrentiel pour autant que les investissements dans les écoles, les universités et les collèges techniques reflètent cette tangente.



Source : Statistique Canada



Source : Statistique Canada



Source : Ministère de l'Éducation, du Sport et du Loisir du Québec

ENJEUX

Pénurie de main-d'œuvre qualifiée

Décrochage scolaire

Prolongement de la vie active

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

Réviser le financement des systèmes collégial et universitaire

Systématiser les partenariats industries-institutions postsecondaires

Revitaliser l'apprentissage professionnel et la formation technique

Favoriser l'inclusion des travailleurs immigrants

Augmenter les formations sur l'entrepreneuriat

Doter les «industries de l'avenir» d'une main-d'œuvre qualifiée



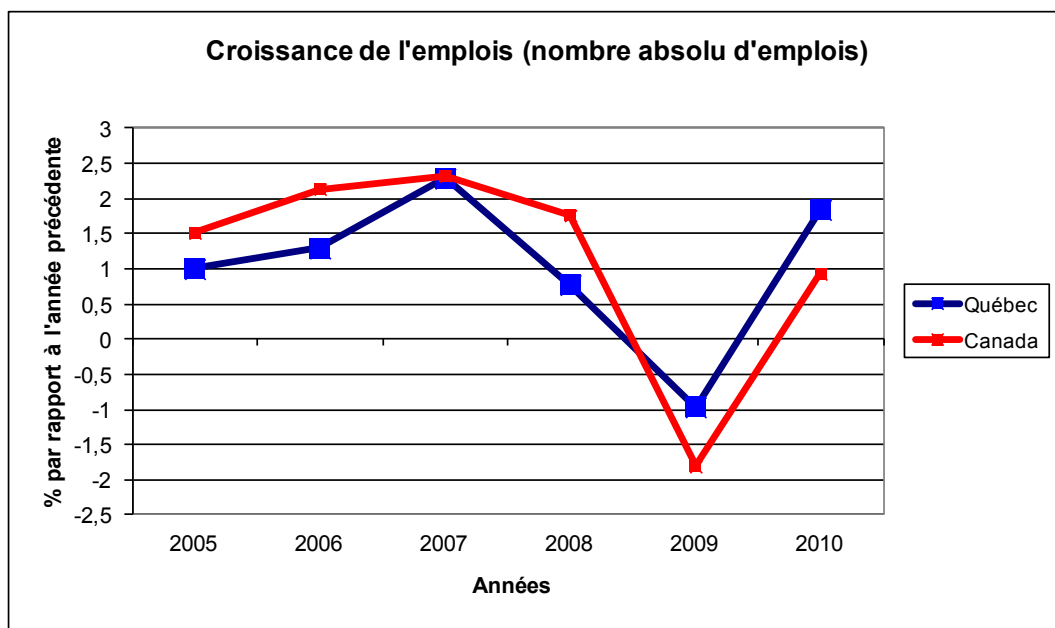
Les indicateurs 2011

AXE IV

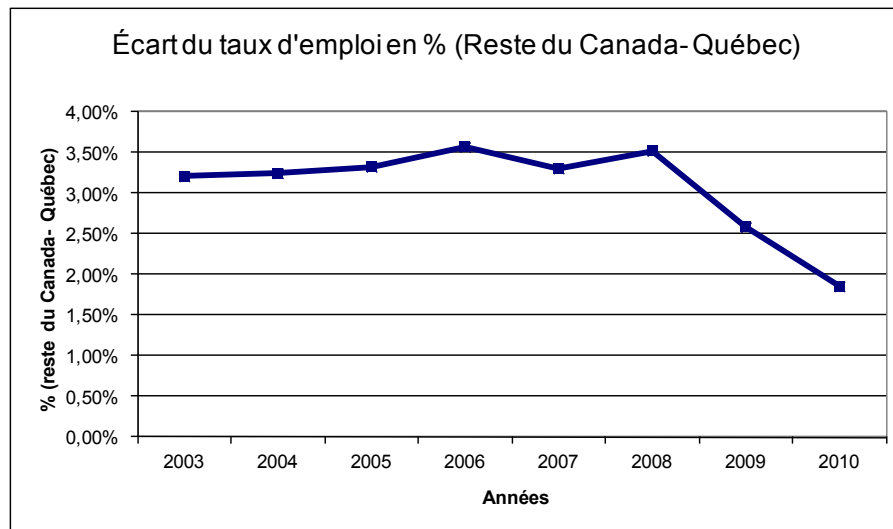
FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE MAIN-D'OEUVRE PLUS DISPONIBLE ET MIEUX ADAPTÉE AUX BESOINS DES ENTREPRISES

Les gens travaillent de plus en plus au Québec

En 2010, le nombre d'emplois au Québec a considérablement augmenté (+1.8%). Depuis 2009, le Québec fait mieux sur le plan de la croissance d'emplois que le reste du Canada. Cette tendance est encourageante et signifie que l'économie donne des signes de dynamisme. Cette tendance a-t-elle été soutenue par des investissements considérables en infrastructures ? Impossible de répondre, mais le Québec est plus dynamique en création d'emplois que le reste du Canada après la crise. Il est à espérer que cette reprise de croissance ait un caractère de longue durée plutôt qu'une augmentation passagère. Le taux d'emploi demeure quant à lui plus bas que celui du reste du Canada. Cet écart semble toutefois diminuer d'année en année : il était de 3,3 points de pourcentages en 2005 et il est de 1,9 point aujourd'hui.



Source : Statistique Canada



Source : Statistique Canada

AXE IV

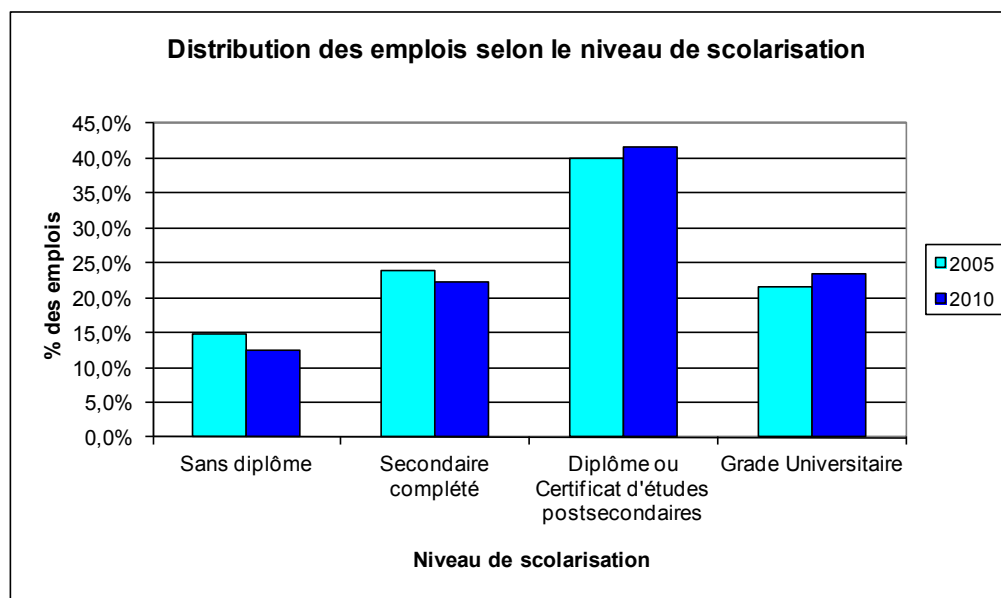
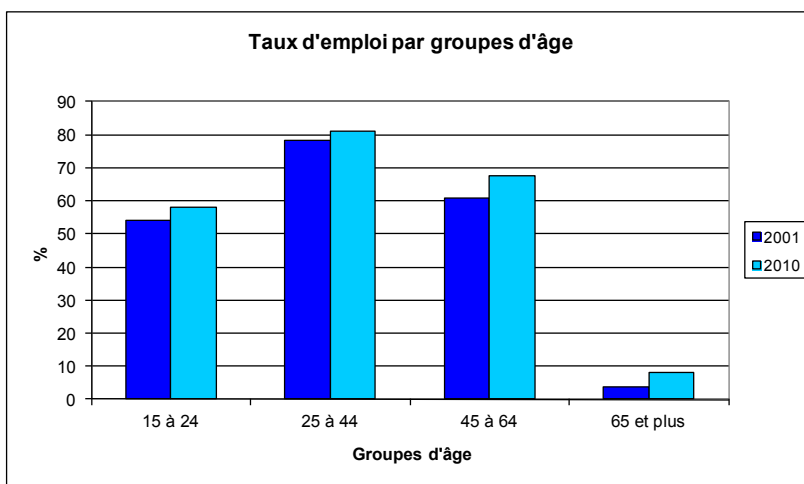
FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE MAIN-D'ŒUVRE PLUS DISPONIBLE ET MIEUX ADAPTÉE AUX BESOINS DES ENTREPRISES

De moins en moins de travailleurs non qualifiés sur le marché de l'emploi

Bien que lente, la tendance vers une meilleure qualification de la main-d'œuvre est présente actuellement au Québec. Sur le marché du travail en 2010, 65 % des Québécois au travail ont l'équivalent d'un diplôme postsecondaire comparativement à 60 % en 2005. À l'autre bout du spectre, les gens sans diplôme constituent encore 13 % de la main-d'œuvre comparativement à 15 % en 2005. Le nombre de travailleurs non qualifiés par rapport au marché de l'emploi diminue, mais cette diminution pourrait être plus rapide. Cette statistique est directement influencée par la diminution du taux de décrochage qui demeure très élevé au Québec.

Les gens plus âgés travaillent plus longtemps

Le taux d'emploi pour le groupe d'âge de 25 à 44 ans demeure stable d'année en année depuis 2001. Le principal changement est observable dans le groupe de 45 à 64 ans dans lequel le taux d'emploi a pris 7 points de pourcentage depuis 10 ans. De plus, le taux d'emploi chez les gens plus âgés (65 ans et plus) a doublé pendant la même période. Les gens travaillent plus longtemps et retardent leur retraite, ce qui est peut-être un bon signe dans le cadre de la pénurie de main-d'œuvre.



ENJEUX

Processus d'autorisation

Cadre réglementaire

Électrification du transport

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

Miser sur l'électricité
comme levier
de croissance
économique

Diversifier
le portefeuille
énergétique

Encourager l'efficacité
énergétique
et la croissance
de sa filière

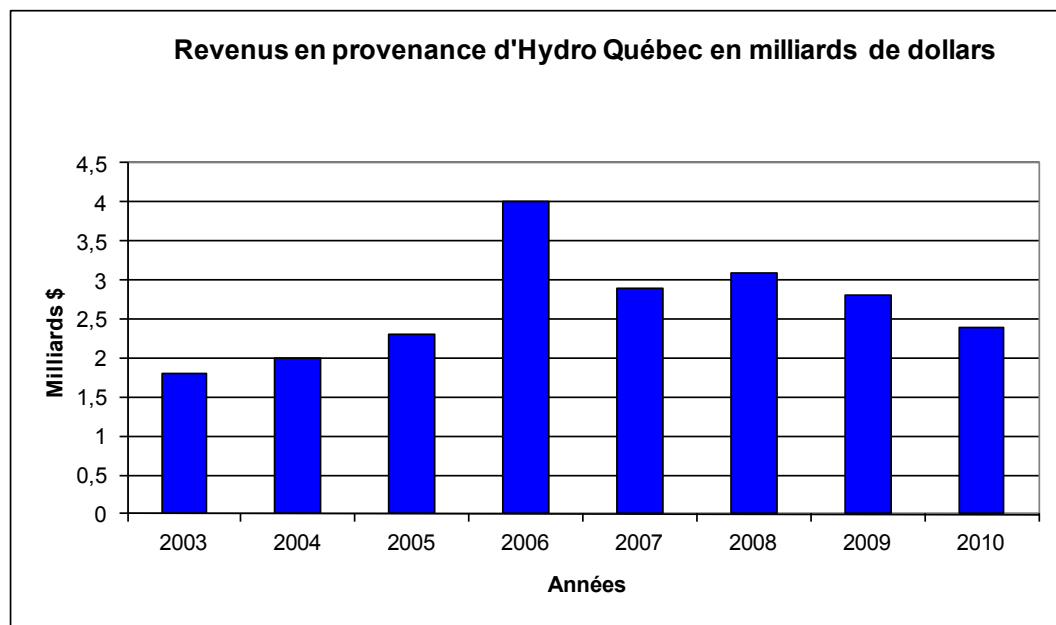
AXE V

APPUYER L'EXPLOITATION DE NOTRE POTENTIEL ÉNERGÉTIQUE EN TANT QUE LEVIER ÉCONOMIQUE, TOUT EN AMÉLIORANT NOTRE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Les revenus versés par Hydro-Québec diminuent

Les revenus en provenance d'Hydro-Québec versés au trésor québécois diminuent (réduction moyenne de plus de 11% chaque année) depuis le sommet qu'ils ont atteint il y a quatre ans. La situation s'est améliorée l'an dernier, mais a été plus difficile qu'en 2009, alors qu'Hydro-Québec a versé 2,9 milliards de dollars dans les coffres de l'État. Le bas prix de l'électricité et un volume moindre d'exportations expliquent en partie cette diminution. La situation est plus positive cependant que celle qui prévalait avant 2005. En 2004, Hydro-Québec n'avait versé que 2 milliards de dollars.

La diminution de la balance commerciale positive des exportations d'électricité est un autre symptôme d'une situation conjoncturelle qui réduit la place que prend l'électricité dans les exportations québécoises. Fortement liée à la demande du Nord-Est des États-Unis, la demande d'électricité québécoise subit les contrecoups de la crise économique américaine. N'empêche qu'en cas de reprise, Hydro-Québec et les autres producteurs d'énergie doivent être à l'avant plan de l'offre en matière d'électricité.



Source : Ministère des Finances du Québec

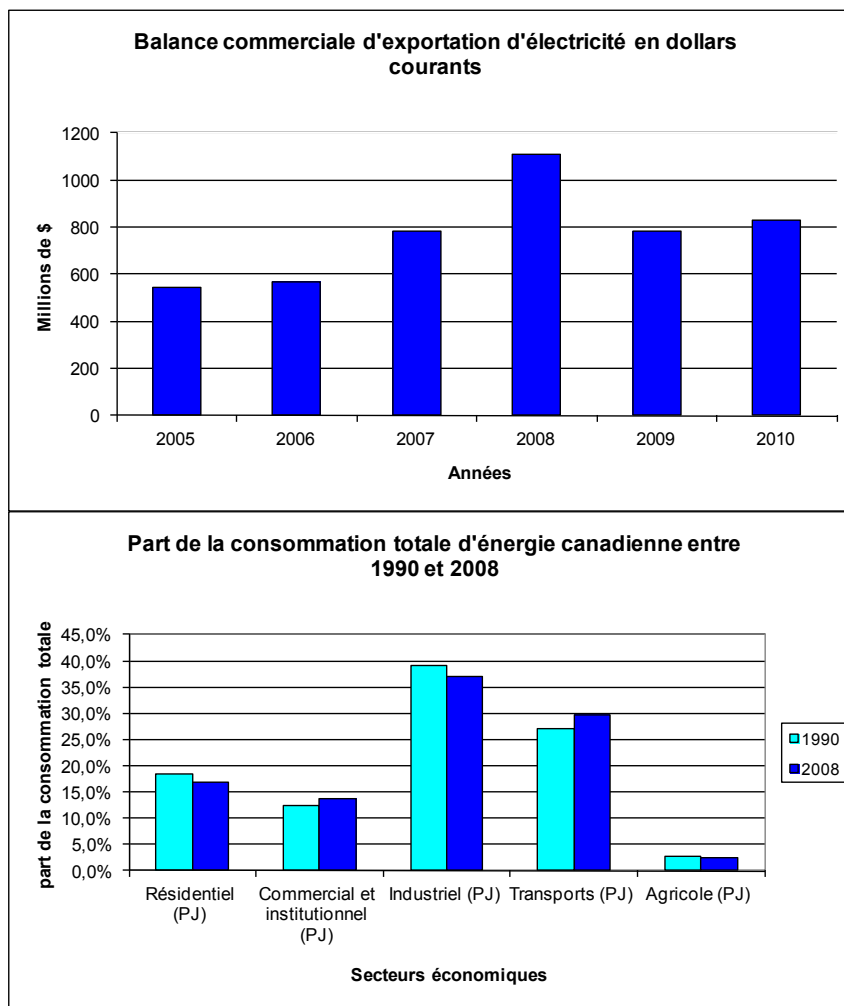


AXE V

APPUYER L'EXPLOITATION DE NOTRE POTENTIEL ÉNERGÉTIQUE EN TANT QUE LEVIER ÉCONOMIQUE, TOUT EN AMÉLIORANT NOTRE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

La diversification de notre portefeuille énergétique et la réduction de notre consommation

Il existe différentes avenues pour diversifier l'offre énergétique québécoise et le gaz naturel en est une. Depuis peu, le Québec a constaté son potentiel dans ce domaine et il étudie actuellement la possibilité d'exploiter ses ressources. Il faut souligner le fort potentiel du gaz présent dans nos sols, capable de constituer une énergie de remplacement très intéressante et de réduire notre empreinte de carbone et celle de nos voisins. Le développement du secteur de l'éolien, comme celui du gaz, rencontre cependant de plus en plus d'obstacles dressés par une frange de la société qui ne souhaite pas voir se développer ces secteurs sur leur territoire. Bien que nous respectons leur opinion, Il nous apparaît essentiel que le Québec demeure dans la voie de la diversification de son offre énergétique et développe ainsi ses énergies tout en appuyant l'innovation de l'ingénierie environnementale s'y reliant. La consommation énergétique intensive est aussi sous la loupe, non seulement du point de vue de l'efficacité énergétique, mais aussi du point de vue de la réduction des gaz à effet de serre. Ainsi, le prochain défi de réduction de la consommation dans les prochaines années demeure la réduction de la consommation dans le transport, de même que dans les secteurs commercial et institutionnel, les seuls dont la proportion de consommation énergétique totale a augmentée depuis 18 ans.



Source : Office national de l'énergie du Canada

ENJEUX

Croissance
des dépenses en santé

Déclin de
la population active

Faiblesse de
la productivité

Compétitivité fiscale

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

Recentrer davantage le
rôle de l'État comme
facilitateur plutôt que
comme entrepreneur

Inciter à une efficace
distribution durable
des services publics sur
l'ensemble du territoire

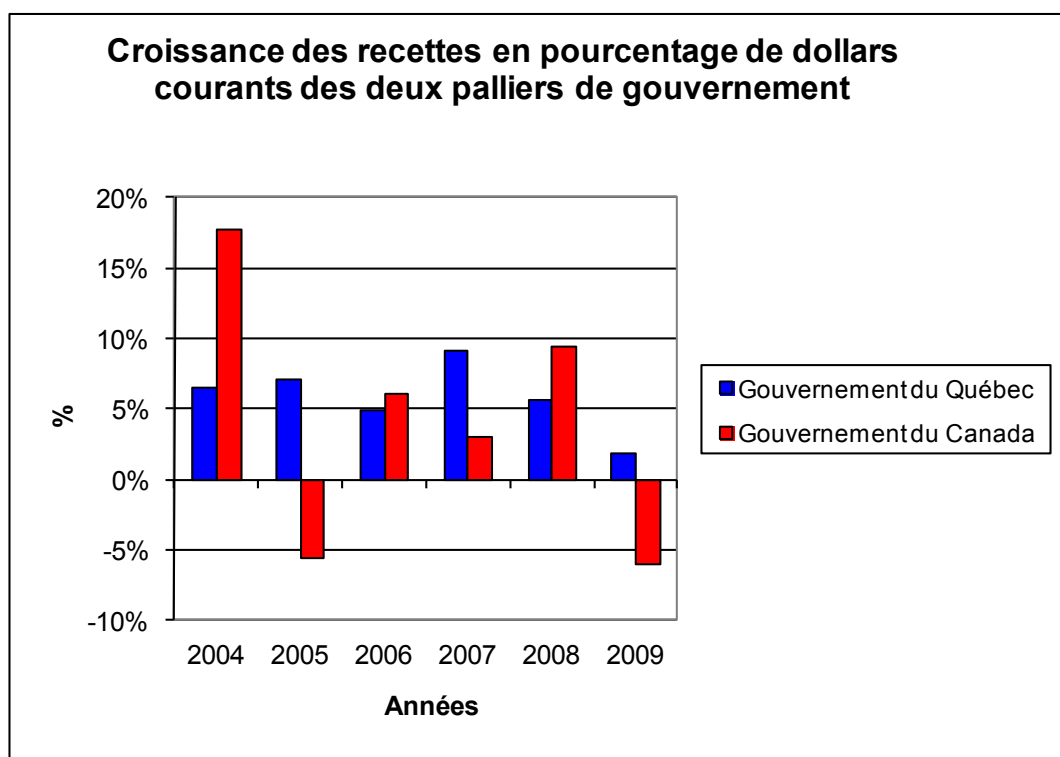
Réévaluer l'offre de
services publics



AXE VI

ENCOURAGER LE GOUVERNEMENT À POURSUIVRE LA TRANSFORMATION DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL ET À SE RECENTRER D'AVANTAGE SUR SON RÔLE DE FACILITATEUR PLUTÔT QUE D'ENTREPRENEUR

Les gouvernements des deux paliers vivent de nouveau des temps plus difficiles. Le retour des déficits, prévisibles en cas de crise, pourrait devenir endémique si les bonnes décisions ne sont pas prises lors des prochains budgets. Si le gouvernement du Québec a pu vivre un accroissement de ses recettes au cours des cinq dernières années et ce malgré la crise, le gouvernement canadien a dû subir une baisse de ses recettes à deux occasions dont une en 2009. De plus, lors de cette même année, l'augmentation des recettes du gouvernement du Québec a été très minime (2 %), comparativement aux dépenses qui ont augmenté de 5 %.



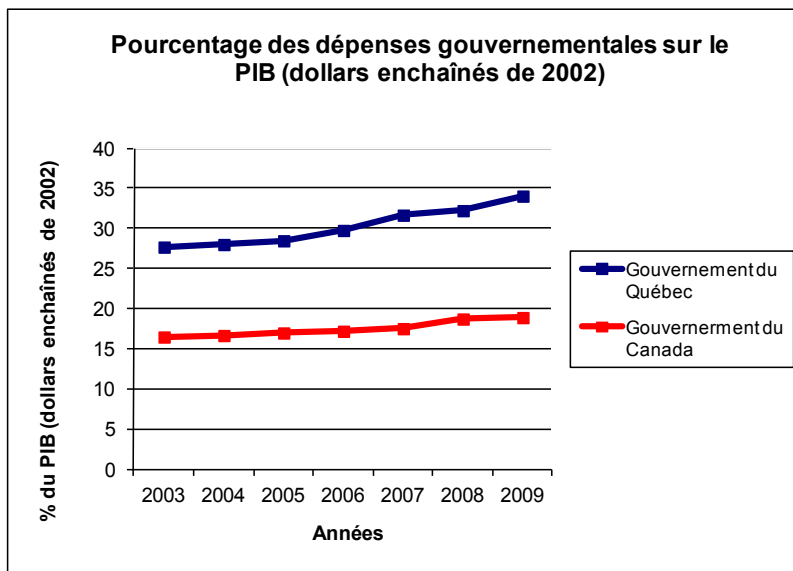
Source : Statistique Canada

Lorsque l'on calcule le pourcentage des dépenses du gouvernement par rapport au PIB en dollars enchaînés de 2002, on constate que le gouvernement du Québec a fait passer le poids de celles-ci de 28 % en 2003 à 34 % en 2009. Si les années qui ont précédé la crise de 2008 ont vu une augmentation modérée de ce ratio, celui-ci repart en hausse soutenue depuis (+2.0% entre 2008 et 2009). Le gouvernement canadien a, quant à lui, contrôlé un peu mieux ce ratio en le faisant passer de 16 à 19 % pour la même période. Nous avons ainsi deux gouvernements qui prennent proportionnellement de plus en plus de place dans l'économie.

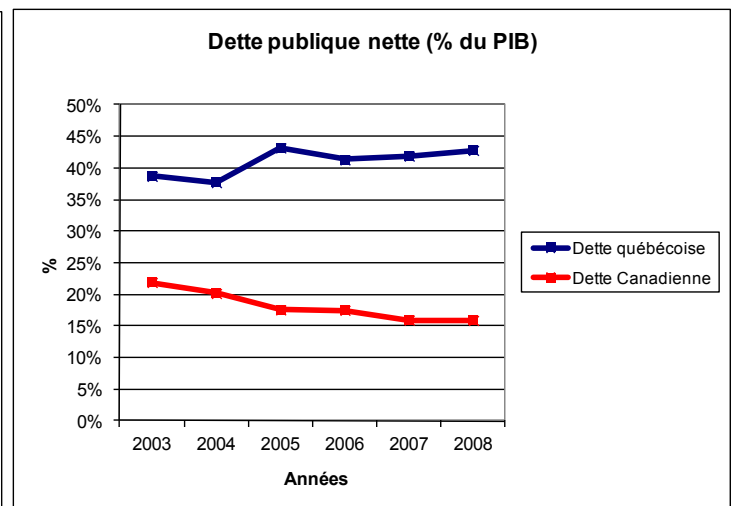
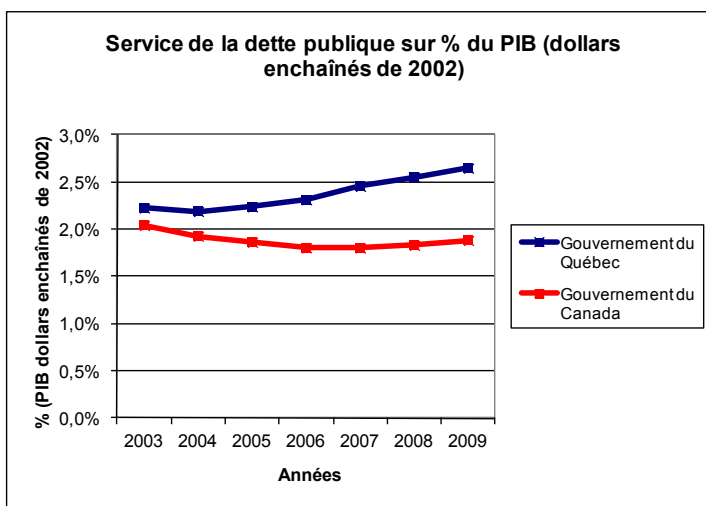
AXE VI

ENCOURAGER LE GOUVERNEMENT À POURSUIVRE LA TRANSFORMATION DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL ET À SE RECENTRER D'AVANTAGE SUR SON RÔLE DE FACILITATEUR PLUTÔT QUE D'ENTREPRENEUR

La dette publique se maintient à de hauts sommets. Le Québec a maintenant une dette qui représente 43 % de son PIB, tandis que le Canada gère, pour sa part, une dette qui représente 16% de son PIB et qui est en constante diminution depuis 2003. La conséquence d'une telle dette se traduit par l'alourdissement considérable du service de la dette, de même que par le coût d'emprunt de ce capital. Au Québec, cela représente l'équivalent de 2,6 % du PIB (dollars enchaînés de 2002) qui y a été consacré en 2009, tandis qu'au niveau fédéral, c'est 1,9 % du PIB canadien qui y est consacré. Dans le cas du Québec, ce paiement est en constante augmentation depuis 2006. Ce pourcentage de 2,6 % du PIB représente plus que la contribution de l'industrie agricole, de la foresterie, de la pêche et de la chasse à l'économie du Québec pour l'année 2009.



Source : Statistique Canada



Sources : Statistique Canada

ENJEUX

Commercialisation

Protection de la propriété intellectuelle

Pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

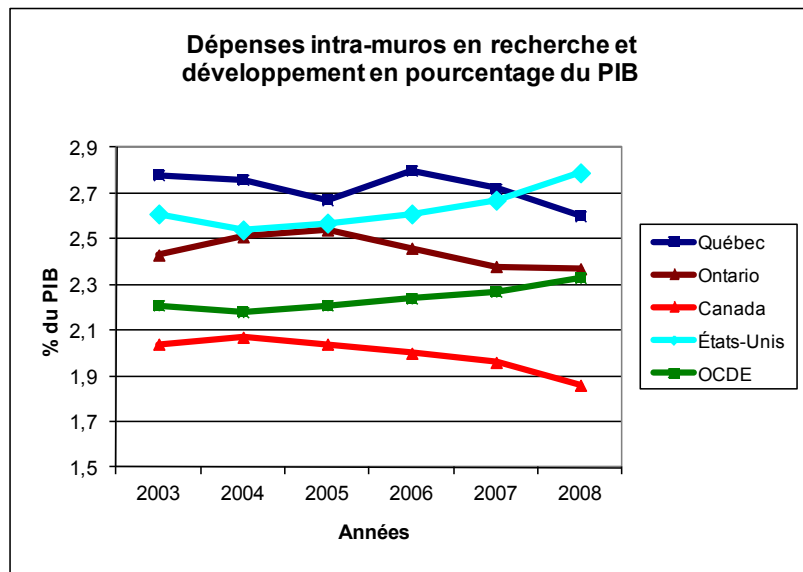
Consolider le système d'innovation québécois

Encourager les partenariats entre les acteurs de l'innovation

Ajuster la politique fiscale et la réglementation en faveur de l'innovation

Améliorer les infrastructures de l'innovation

Le Québec, comme le Canada, a connu une diminution de ses dépenses en recherche et développement (R et D), en 2008. Cette diminution est attribuable, entre autres, à la crise économique. Il faut savoir qu'historiquement, le Québec a investi plus de 2,5% de son PIB en dépenses en R et D, montant plus élevé que celui l'Ontario, du reste du Canada et au-dessus de la moyenne de l'OCDE. Depuis 2008, les États-Unis ont vu plus de dépenses se faire en R et D qu'au Québec (2,8 % contre 2,6 %) pour la première fois depuis 2001. Cette nouvelle compétition de la part des États-Unis est à surveiller. Les principaux investisseurs dans la R et D demeurent les entreprises (totalisant 58% des investissements provinciaux en R&D en 2008). Cette proportion est toutefois moins grande au Canada et au Québec que dans l'OCDE et aux États-Unis. Essentiellement, on parle d'une différence de 15 points de pourcentage entre les États-Unis (73 % des contributions à la R et D proviennent des entreprises) et le Québec (58 % des contributions à la R et D proviennent des entreprises). Au Canada, comme au Québec, une grande part de la R et D provient des universités.



Source : Institut de la Statistique du Québec

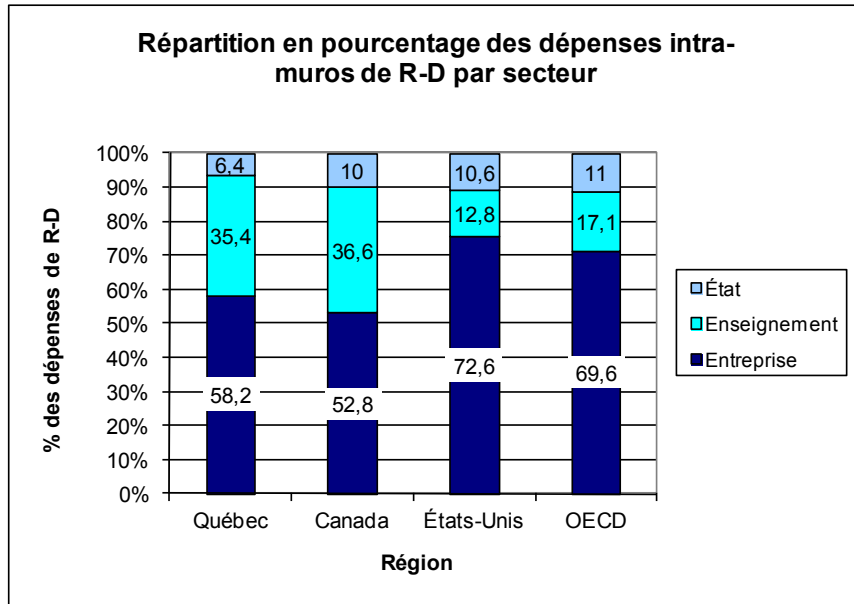
En parallèle à ces différentes compositions de l'investissement, il est intéressant de constater que le nombre d'inventions brevetées à l'USPTO par million d'habitants n'a diminué que de seulement 1.9% au Québec et reste à la parité au Canada pour la période de 2001 à 2009 alors qu'il a chuté de 12.4% et de 7.5% pour les États-Unis et la moyenne de l'ensemble du G8 respectivement. Il semble que l'importance des investissements du milieu académique en R&D du Québec et du Canada procure une certaine protection quant aux chocs du marché. Cependant, il n'en reste pas moins que le Québec est moins innovant en terme absolu que la moyenne du Canada, des États-Unis et de la moyenne pour l'ensemble du G8 par million d'habitants. Par comparaison, les États-Unis brevetaient plus du double de découvertes par personne que le Canada et près du triple le nombre de brevet par personne du Québec.

Le nombre de diplômés de deuxième et troisième cycles est en croissance au Québec. En fait, cette croissance était en 2008 au même niveau que celle du Canada. Le nombre de diplômés, en chiffres absolus, a cependant diminué au Québec par rapport au Canada, passant de 31 % en 2003 à 29 % en 2008. Il y a plus de diplômés attribués au Québec qu'en 2003, mais il y en a encore plus ailleurs. Un grand nombre de diplômés garantit une bonne part de la R et D, mais le Québec semble perdre du terrain dans ce domaine.

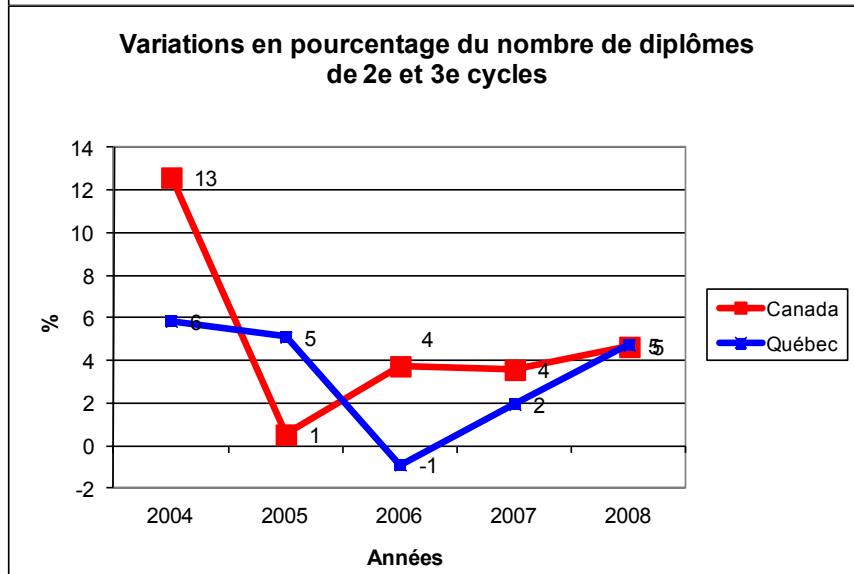


AXE VII

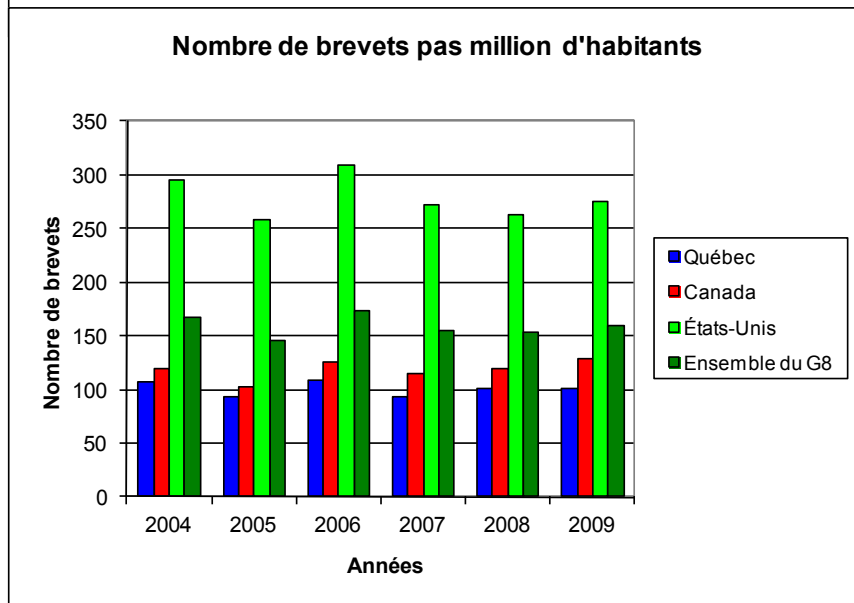
DYNAMISER NOTRE POTENTIEL D'INNOVATION



Source : Institut de la Statistique du Québec



Source : Statistique Canada



Source : Institut de la Statistique du Québec

ENJEUX

Corridors de commerce

Accords commerciaux internationaux et interprovinciaux

Accentuation de la concurrence internationale

Fluctuation du dollar canadien

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

Attirer les investisseurs étrangers

Augmenter les débouchés à la commercialisation et à l'exportation

Soutenir la position des instances québécoises et canadiennes dans les relations commerciales avec les États-Unis



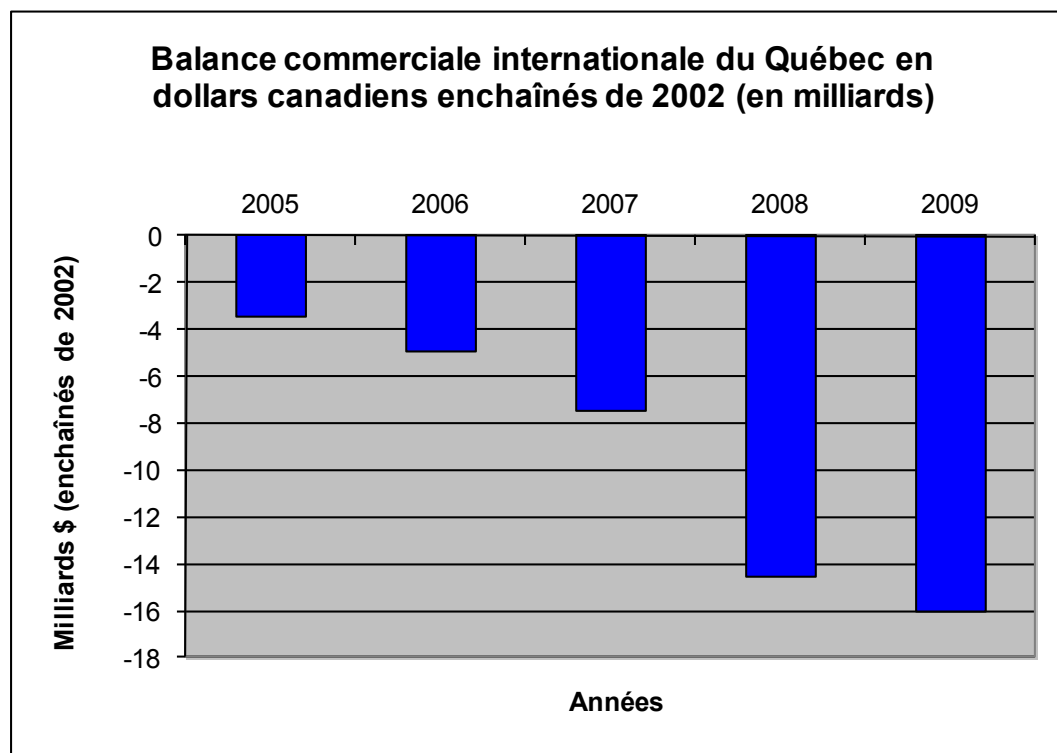
Les indicateurs 2011

AXE VIII ATTIRER LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS ET LES PARTENAIRES COMMERCIAUX STRATÉGIQUES

L'ère de l'ALENA est définitivement derrière nous. Si les années 1990 qui ont suivi l'ouverture des frontières commerciales de l'Amérique-du-Nord furent des années d'expansion des exportations, la balance commerciale du Québec a fait un sérieux plongeon depuis. Entre 2005 et 2009, cette balance est passée de 3,5 milliards de dollars à 16,1 milliards. Des pays plus agressifs comme la Chine et la diminution de la demande de nos voisins sont des facteurs explicatifs que l'on doit conjuguer avec notre productivité qui n'augmente pas assez rapidement. D'un point de vue positif, notre balance commerciale avec les autres provinces, autrefois déficitaire, est presque à l'équilibre pour la première fois depuis 2005.

Malgré tout, le Québec exporte toujours, mais de moins en moins vers les États-Unis. Si, en 2005, 81 % de nos exportations étaient destinées aux États-Unis, seulement 68 % de celles-ci ont pris la route de nos voisins du Sud en 2010. Le BRIC prend ainsi de plus en plus d'importance : à 2 % il y a cinq ans, ces pays émergents ont reçu près de 6 % de nos exportations l'an dernier. Finalement, il y a eu un certain déclin de la place de l'Europe dans les destinations de nos exportations.

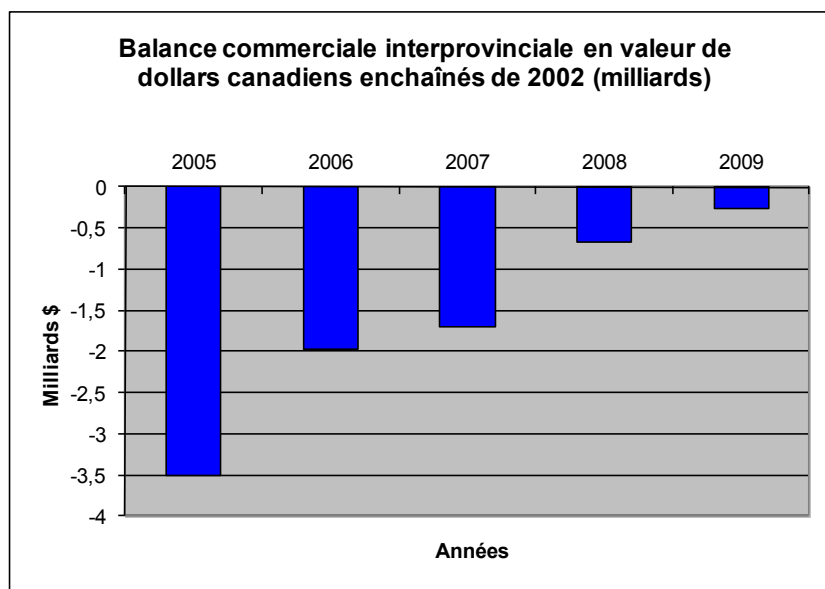
Depuis 2007, moins d'immobilisations sont financées par des intérêts étrangers (de 16 % en 2007 des investissements en immobilisations au Québec, ils étaient de 9 % en 2009). Cette diminution, due peut-être à la crise ou à d'autres facteurs externes, est inquiétante dans le contexte où des investissements de la sorte seront nécessaires pour financer le Plan Nord.



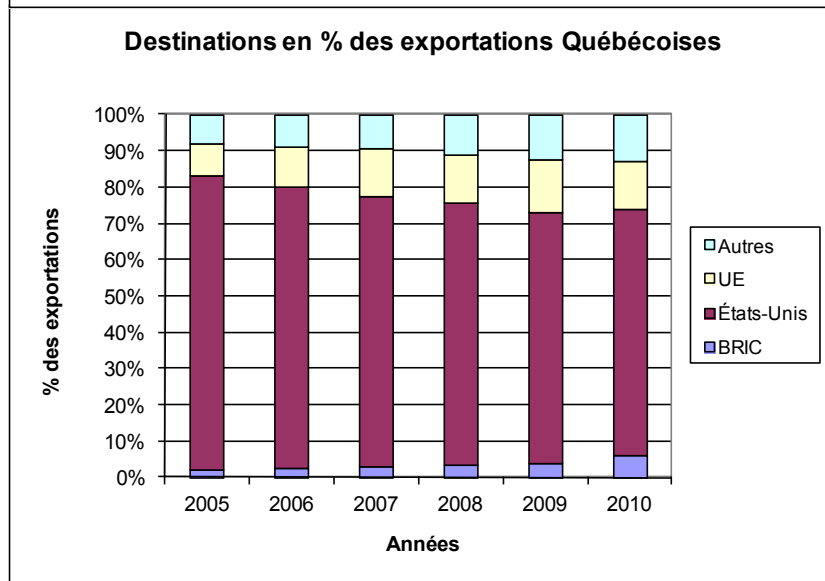
Source : Statistique Canada

AXE VIII

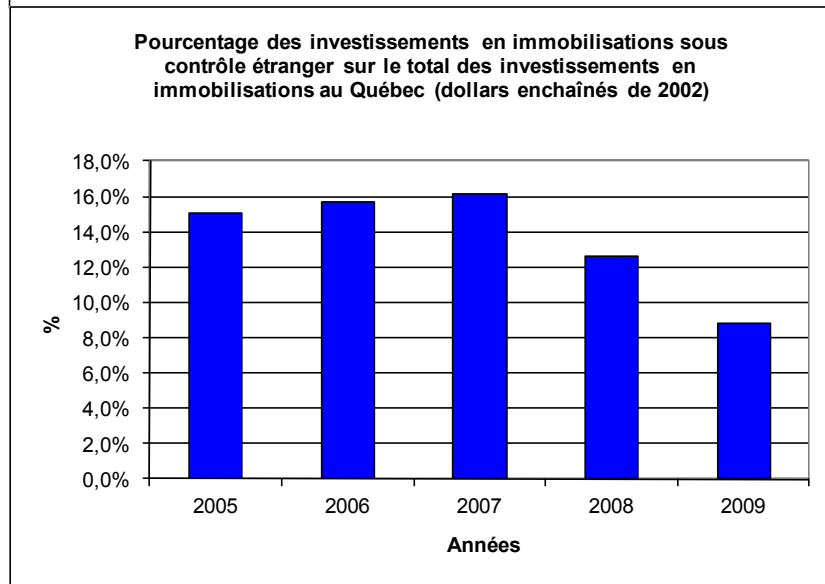
ATTIRER LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS ET LES PARTENAIRES COMMERCIAUX STRATÉGIQUES



Source : Statistique Canada



Source : Institut de la Statistique du Québec



Source : Statistique Canada

Les signes provenant DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC

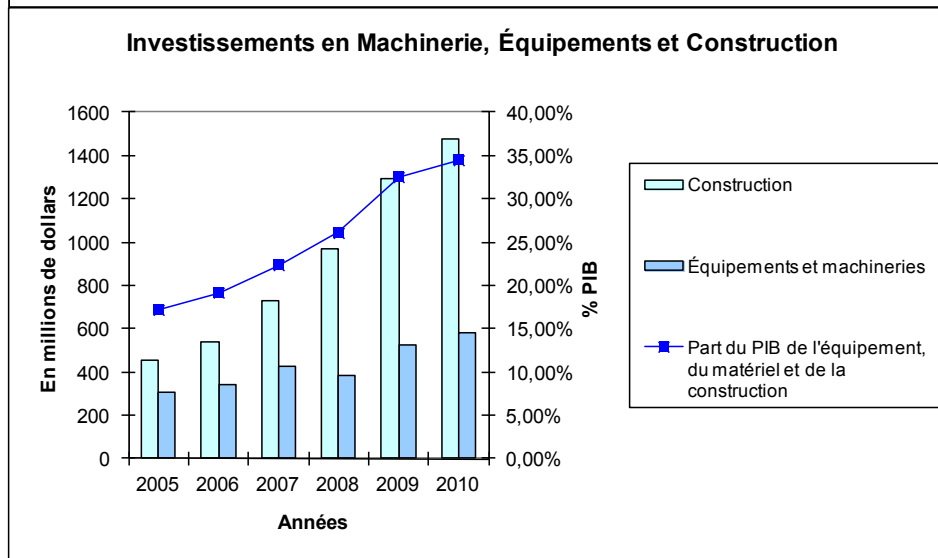
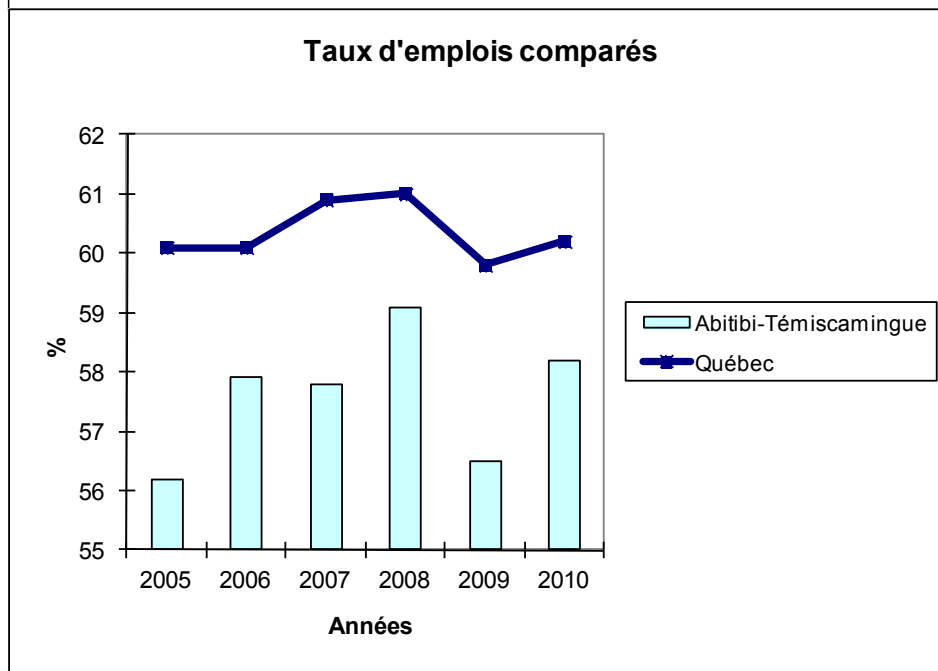
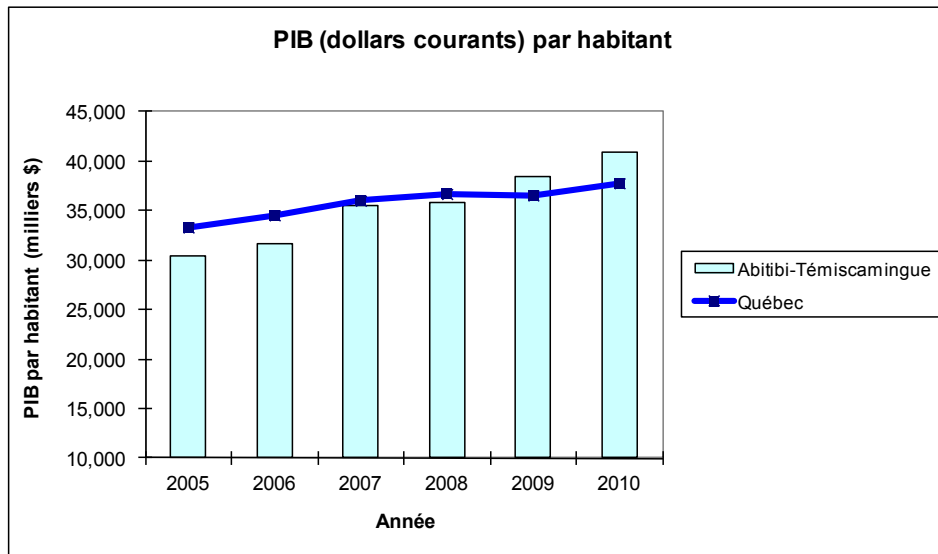
Régions	Part de l'emploi %	Part de la production (PIB prix de base \$ courants)
Abitibi-Témiscamingue	1,7%	2,0%
Bas-Saint-Laurent	2,3%	2,0%
Capitale Nationale	9,4%	9,9%
Centre-du-Québec	2,8%	2,7%
Chaudières-Appalaches	5,5%	4,6%
Côte-Nord*	1,4%	1,8%
Estrie	3,7%	3,2%
Gaspésie-Îles de la Madelaine	0,9%	0,8%
Lanaudière	6,1%	3,6%
Laurentides	7,2%	5,3%
Laval	5,2%	4,1%
Mauricie	2,9%	2,7%
Montréal	18,7%	15,2%
Montréal	24,3%	34,5%
Nord-du-Québec*	1,4%	0,9%
Outaouais	4,9%	3,6%
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3,1%	3,0%

*Statistique de l'emploi comprend la région de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec



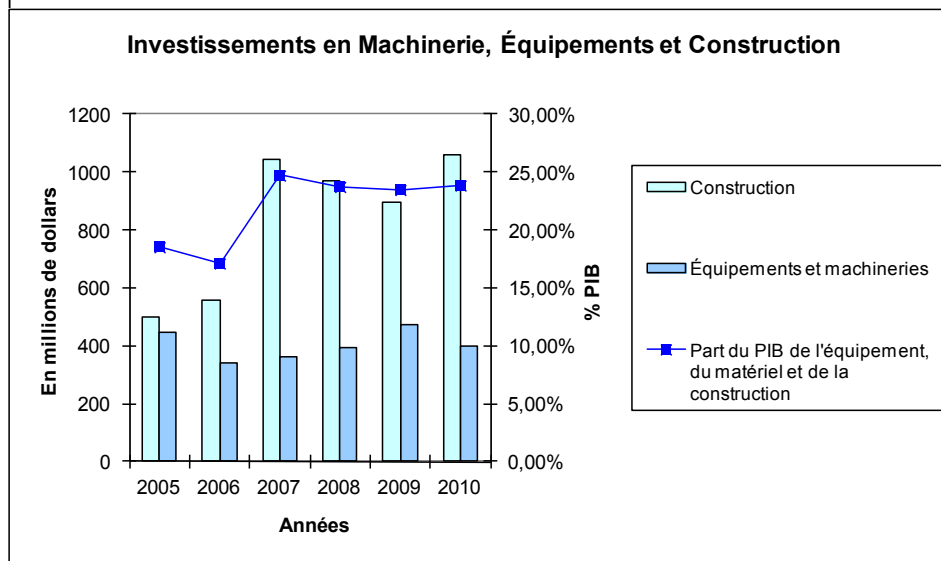
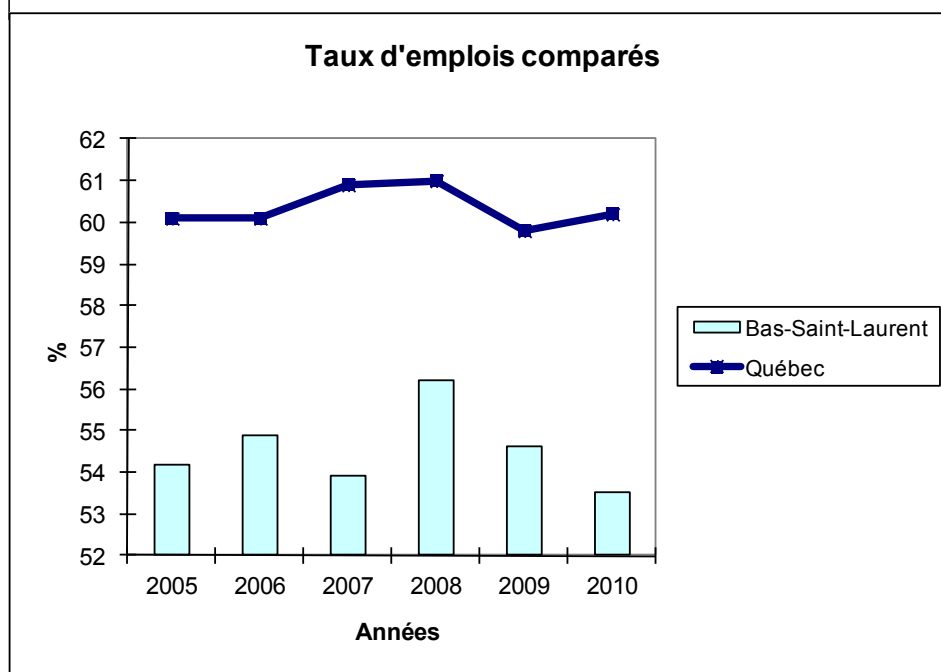
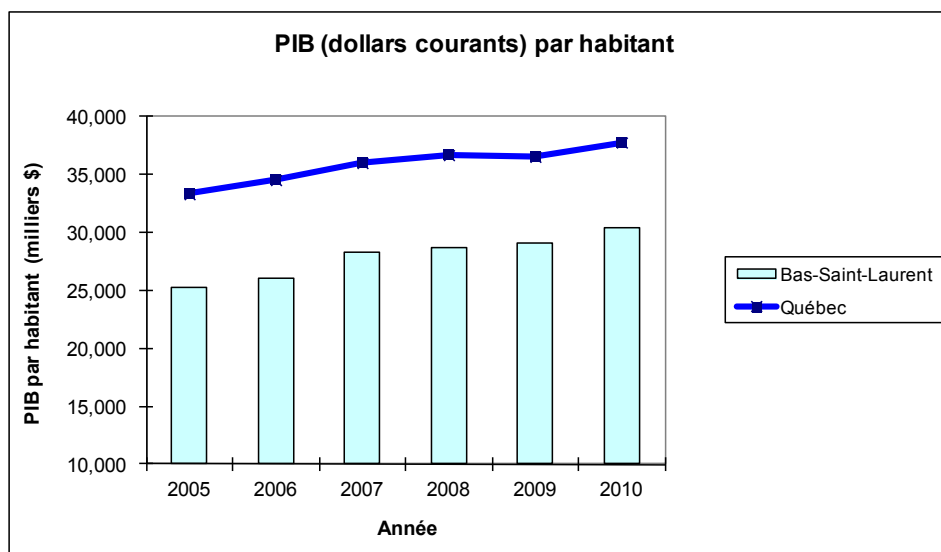
fccq Fédération des chambres
de commerce du Québec

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE



Source : Institut de la statistique du Québec

BAS-SAINT-LAURENT



Principales INDUSTRIES

Bioalimentaire

Défense et sécurité

Sciences de la vie

Technologies
de l'information

Tourisme

CRÉNAUX d'excellence

Technologies
appliquées

Sciences de la vie

Aliments santé

Tourisme

Assurance

Métaux
et matériaux avancés

CAPITALE-NATIONALE

L'économie de la Capitale-Nationale est plus stable que l'économie des autres régions du Québec. Étant donné l'extrême importance du secteur public dans le PIB régional, cette économie est moins soumise aux fluctuations économiques. On y remarque aussi l'importance plus grande du secteur lié à la recherche (scientifique et technique) que dans le reste du Québec. Le PIB par habitant est historiquement plus élevé que celui du Québec et 2010 ne fait pas exception. La croissance en PIB nominal entre 2010 et 2009 a été légèrement moins élevée que celle du Québec 4,41 % par rapport à 4,45 % mais cela est loin d'être significatif.

L'emploi est en excellente santé dans la région de la Capitale-Nationale. Le taux d'emploi est supérieur au taux québécois depuis des années et, après une légère baisse en 2009, il a repris son ascension en 2010 en revenant au niveau d'avant la crise. Supportée par d'importants investissements en immobilisations, dont une part appréciable dans le secteur de l'équipement et de la machinerie (plus de 2,5 milliards de dollars en 2010), cette croissance continuera d'être soutenue. Le problème observé réside cependant dans la très grande dépendance à la fonction publique et cette dépendance ne diminue pas avec les années. Face à une éventuelle période de coupures liées à la réduction du déficit, la région risque d'en vivre les conséquences.

La Capitale-Nationale, malgré son économie encore basée essentiellement sur les services, demeure une région créatrice de richesse.

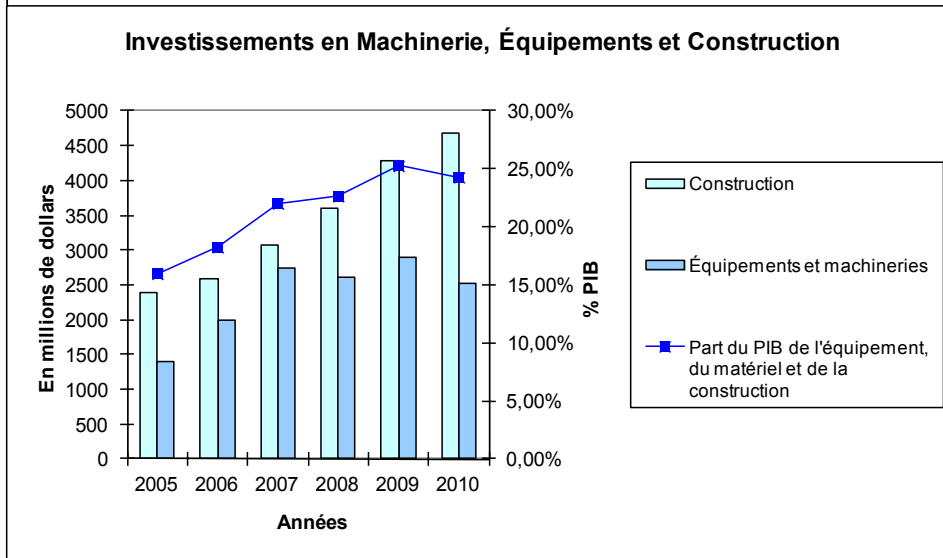
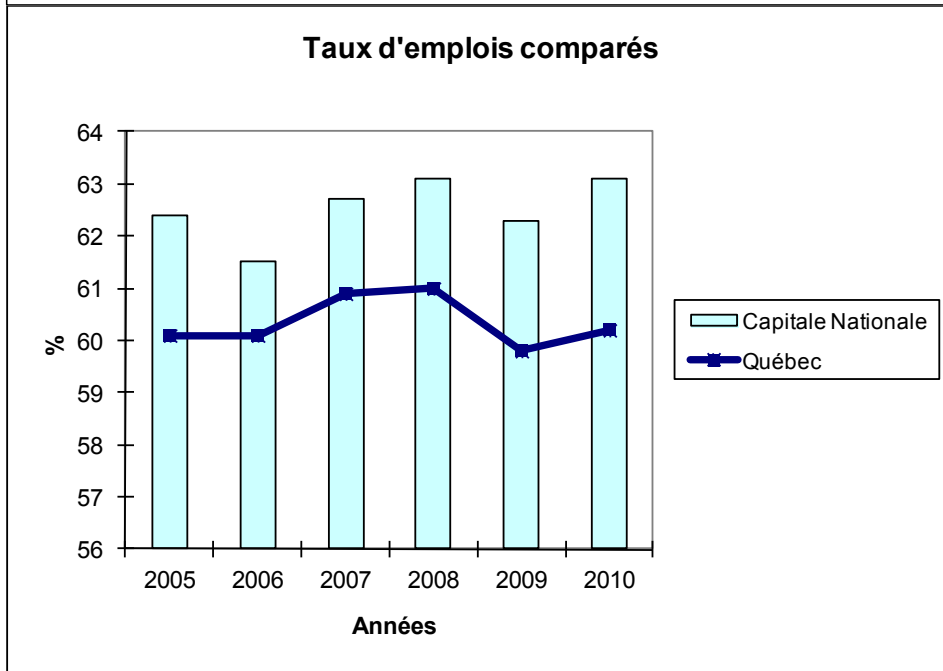
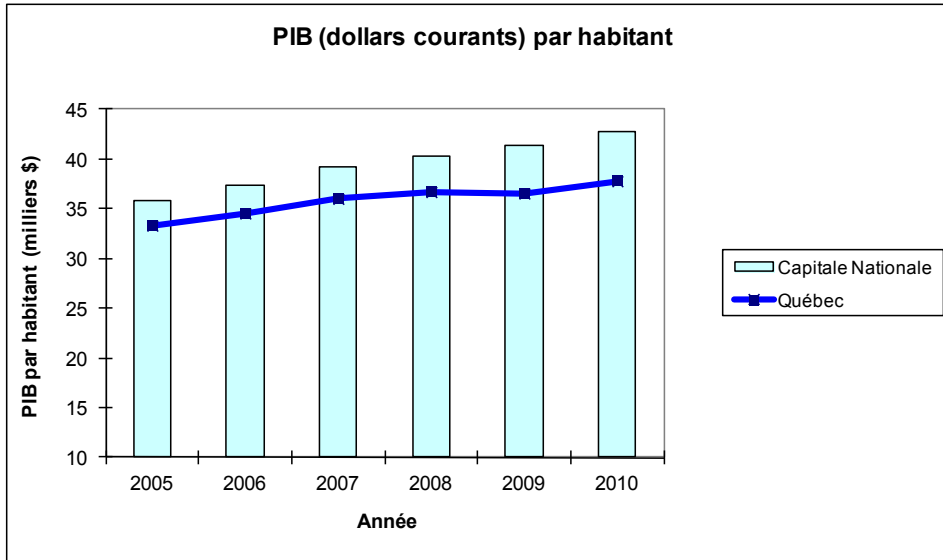
RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU PIB DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS AVEC COMPARAISON À L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (PIB RÉEL 2009)

	<i>Région</i>	<i>Québec</i>
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	19,5	28,4
Construction	7,0	6,4
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES	80,5	71,6
Administrations publiques	15,4	6,8
Finance, Assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	17,3	17,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	5,2	4,6

Source : Institut de la statistique du Québec



CAPITALE-NATIONALE



Principales INDUSTRIES

Agroalimentaire

Forestière

Pâtes et papier

Meubles

Tourisme

CRÉNAUX d'excellence

Équipement de transports terrestres, véhicules spéciaux et produits récréatifs

Technologies et systèmes logistiques de récupération et de valorisation des matières résiduelles

Productions fromagères

Meubles et bois ouvré

Textiles techniques

Papiers spécialisés



Les indicateurs 2011

CENTRE-DU-QUÉBEC

La base de l'économie du Centre-du-Québec est l'industrie manufacturière. L'importance du secteur de la fabrication par rapport au reste du Québec est significative : 26 % du PIB par rapport à 14,9 % du PIB québécois. Ainsi, les problèmes inhérents à cette industrie affectent la région plus qu'ailleurs. La croissance de la région est cependant légèrement plus élevée que celle de l'ensemble du Québec : 4,8 % de croissance du PIB entre 2009 et 2010 contre 4,4 % pour l'ensemble du Québec

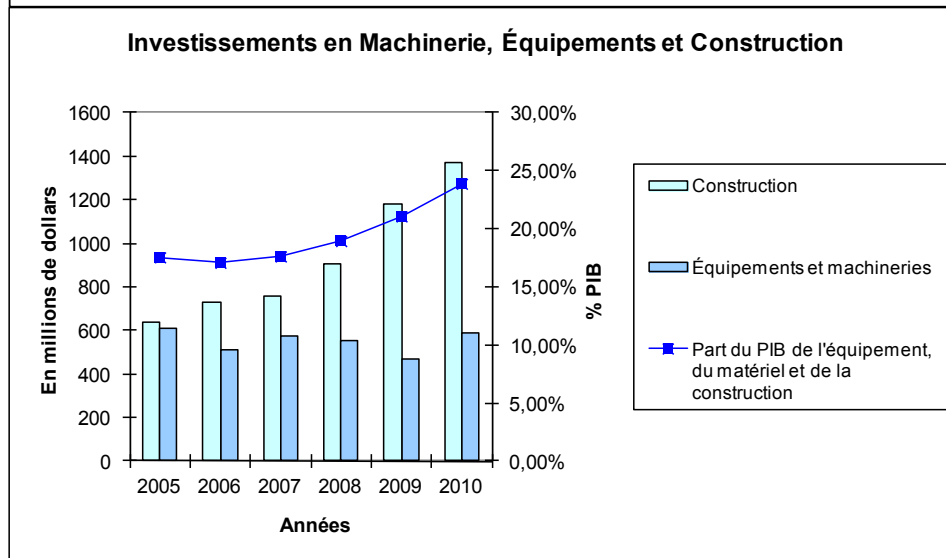
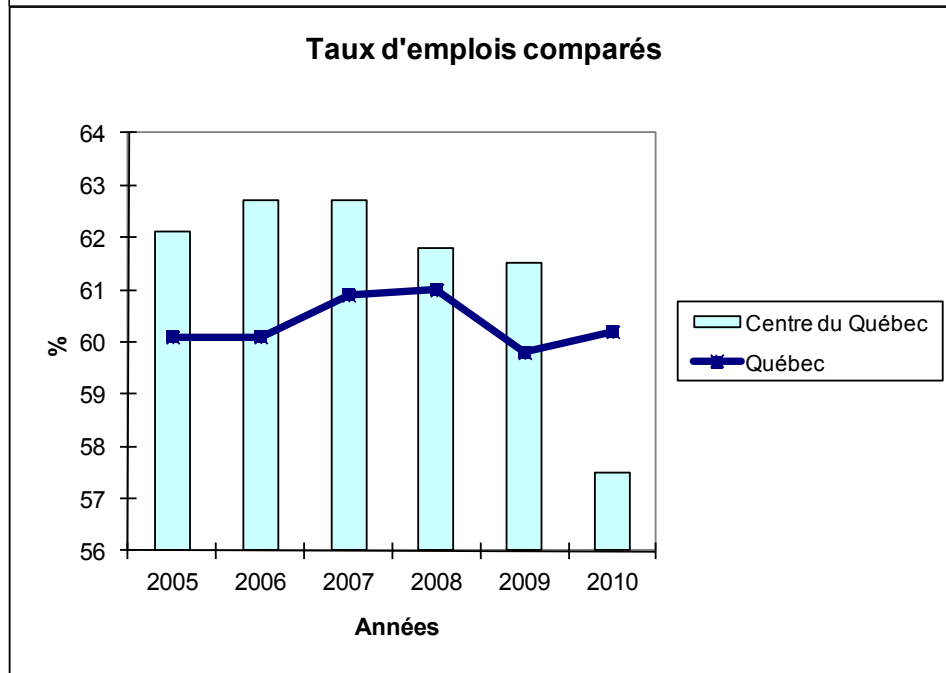
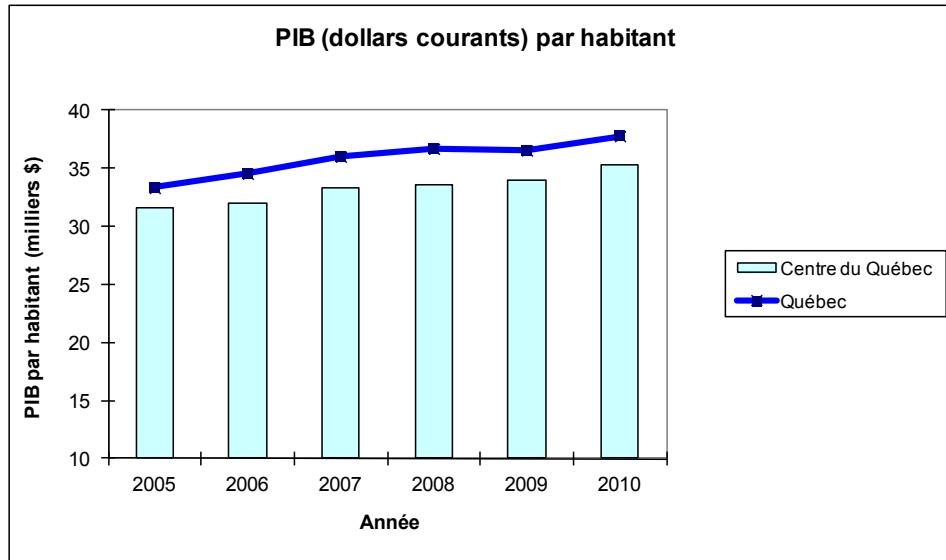
Par contre, le PIB régional par habitant est préoccupant : depuis cinq ans, l'écart se creuse entre celui-ci et le PIB québécois par habitant. En 2005, l'écart était de plus de 1 600 \$, alors qu'il est de plus de 2 500 \$ aujourd'hui. La tendance semble cependant s'inverser depuis deux ans, mais il faudra surveiller les données de 2011 et 2012 pour observer une tendance réelle. Depuis 2005, la région a un solde migratoire positif, ce qui peut expliquer une partie de l'écart. Une donnée inquiétante est le taux d'emploi qui a chuté en 2010. Lié à des fermetures d'usines, le taux d'emploi du Centre-du-Québec, qui était historiquement au dessus de celui du Québec, est maintenant plus faible que ce dernier. Un signe positif demeure cependant : le taux relativement élevé d'investissements en immobilisations. On semble vouloir maintenir les actifs et en développer des nouveaux ce qui est encourageant tant pour le portrait économique de la région que pour l'avenir démographique de celle-ci.

Malgré une croissance positive qui fait mieux que celle du Québec, les signes sont inquiétants pour le Centre-du-Québec. Les problèmes de l'industrie manufacturière semblent plomber l'économie régionale.

RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU PIB DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS AVEC COMPARAISON À L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (PIB RÉEL 2009)

	<i>Région</i>	<i>Québec</i>
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	44,9	28,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	5,1	1,6
Fabrication	26,0	14,9
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES	55,1	71,6
Commerce de gros	7,3	5,7
Finance, Assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	12,1	17,3
Soins de santé et assistance sociale	7,4	8,3

Source : Institut de la statistique du Québec



Principales INDUSTRIES

Agroalimentaire

Forestière

Machines

Matériels de transport

Meubles

Produits textiles
et vêtements

CRÉNAUX d'excellence

Matériaux composites
et plastique

Produits de revêtement
et d'apparence de bois

Textiles techniques

Meuble

Technologies
environnementales
liées à la production
et à la transformation
animale

CHAUDIÈRE-APPALACHES

On travaille beaucoup dans Chaudière-Appalaches. C'est une région très dynamique en ce qui a trait l'emploi et le taux d'emploi est historiquement plus élevé que celui du Québec. Si en 2005 l'écart était de près de 4 % entre le taux d'emploi de la région et celui du Québec, cet écart approche les 5 % aujourd'hui. La région connaît un meilleur taux d'emploi que celui qui précédait la crise.

La fabrication demeure le moteur économique de la région et ce secteur semble résister aux problèmes inhérents à l'industrie au Québec. Les secteurs agricoles et forestiers demeurent aussi importants et consolident ainsi un secteur primaire et secondaire qui a plus d'importance que dans l'ensemble du Québec. La croissance du PIB régional en 2010 a été légèrement en dessous de celle du Québec (4,2 % entre 2009 et 2010 par rapport à 4,4% pour le Québec). Le PIB par habitant demeure en dessous de celui du Québec et se maintient dans un écart autour de 4 000 \$ par habitant sans dégager de tendance.

Les investissements dans le secteur de l'équipement et de la machinerie sont en baisse depuis 2005 (passant de 1,3 milliard de dollars en 2005 à 760 millions de dollars en 2005). Cette baisse est compensée par la construction (2,2 milliards de dollars en 2010). Cependant, on semble constater une certaine stagnation des investissements en actifs depuis 2005. Somme toute, la région est relativement en bonne santé économique grâce à son taux d'emploi élevé et, malgré les problèmes liés au secteur manufacturier, l'économie régionale semble bien se porter.

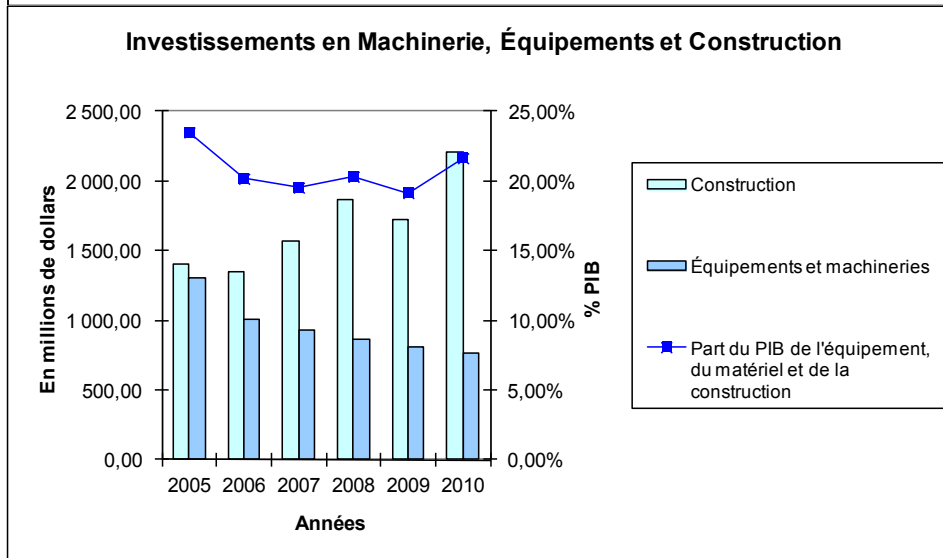
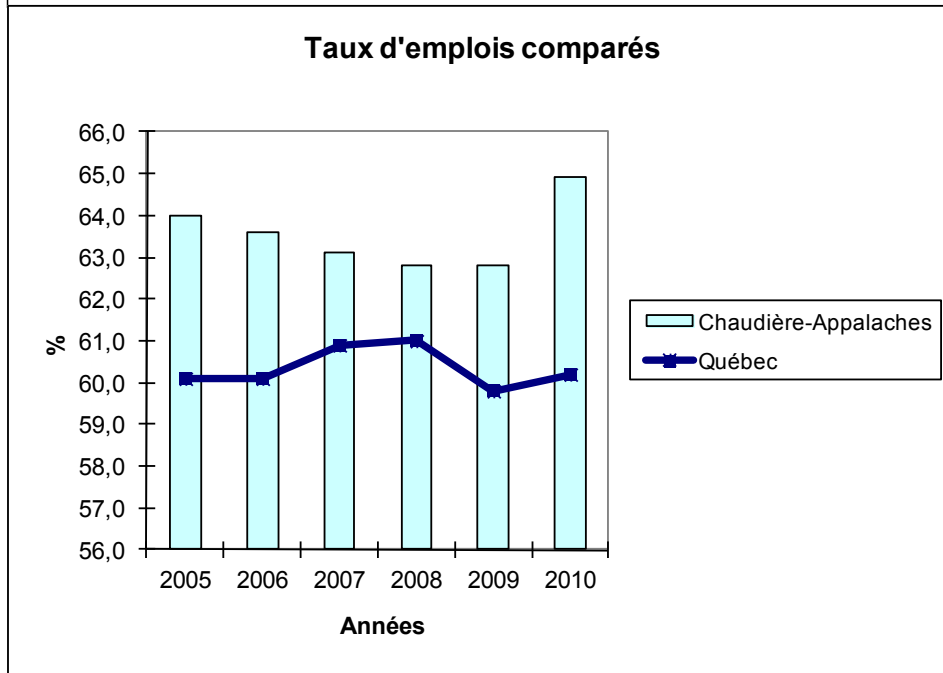
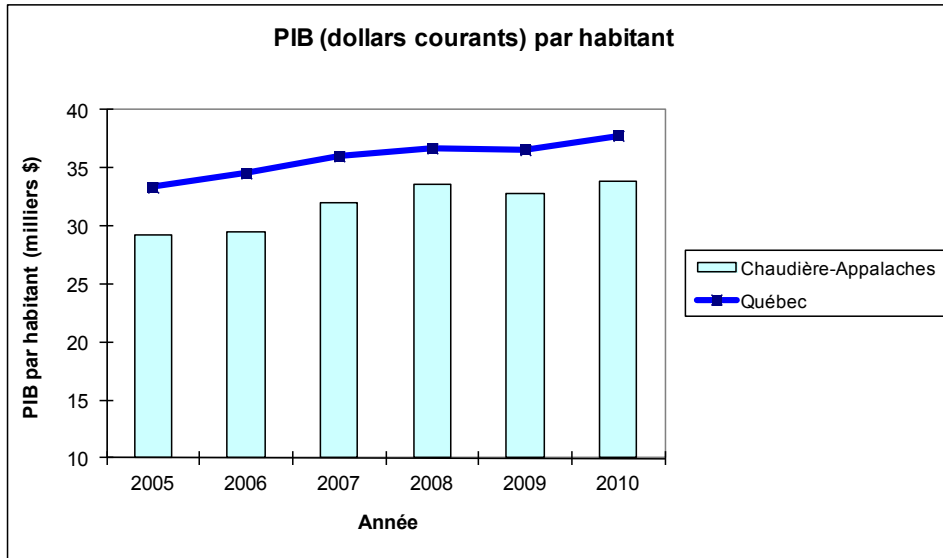
RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU PIB DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS AVEC COMPARAISON À L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (PIB RÉEL 2009)

	<i>Région</i>	<i>Québec</i>
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	40,9	28,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4,6	1,6
Fabrication	28,1	14,9
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES	59,1	71,6
Finance, Assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	18,4	17,3
Soins de santé et assistance sociale	7,1	8,3

Source : Institut de la statistique du Québec



CHAUDIÈRE-APPALACHES



Principales INDUSTRIES

Minière

Hydroélectricité

Première
transformation
des métaux

CRÉNAUX d'excellence

Ingénierie des procédés industriels, miniers et métallurgiques.

Ressources, sciences et technologies marines

Utilisation et transformation de la forêt boréale

Photogénique et production de pommes de terre et petits fruits nordiques

Production, transport et entreposage d'énergie

CÔTE-NORD

La région de la Côte-Nord affiche des signes d'une économie en expansion. Probablement dynamisée par le prix des matières premières, la croissance du PIB régional a été plus significative que la croissance du PIB québécois entre 2009 et 2010 (5 % de croissance contre 4,4 % à l'échelle provinciale). Le PIB par habitant est aussi historiquement plus élevé que celui du Québec et cet écart augmente depuis 2005. La base de l'économie de la Côte-Nord, les matières premières, se porte bien. 61 % de l'économie de la Côte-Nord se manifeste dans les secteurs primaire et secondaire, comparativement à 28 % pour l'ensemble du Québec. Ce dynamisme s'incarne aussi dans l'augmentation significative des investissements en construction, totalisant plus de 1,6 milliard de dollars en 2010. Ces investissements sont au rendez-vous pour soutenir la croissance de l'exploitation des ressources naturelles.

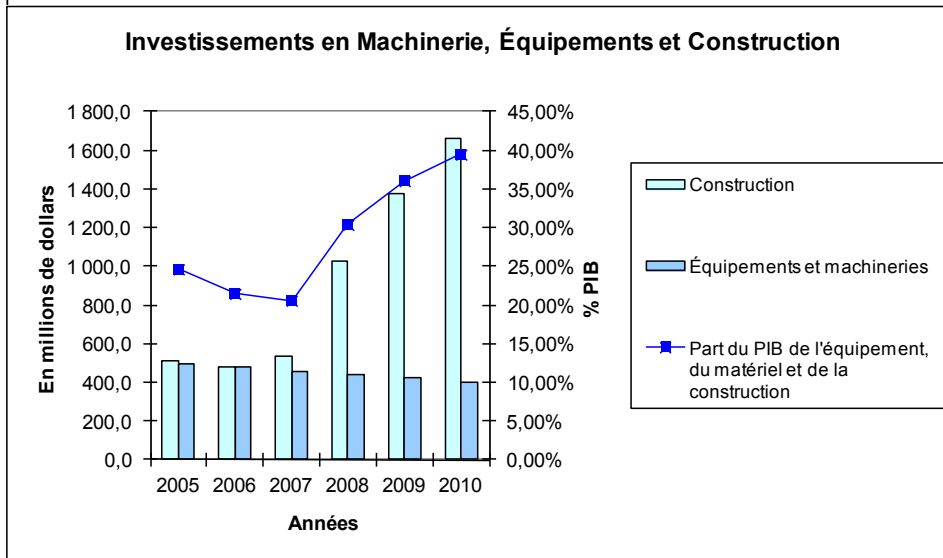
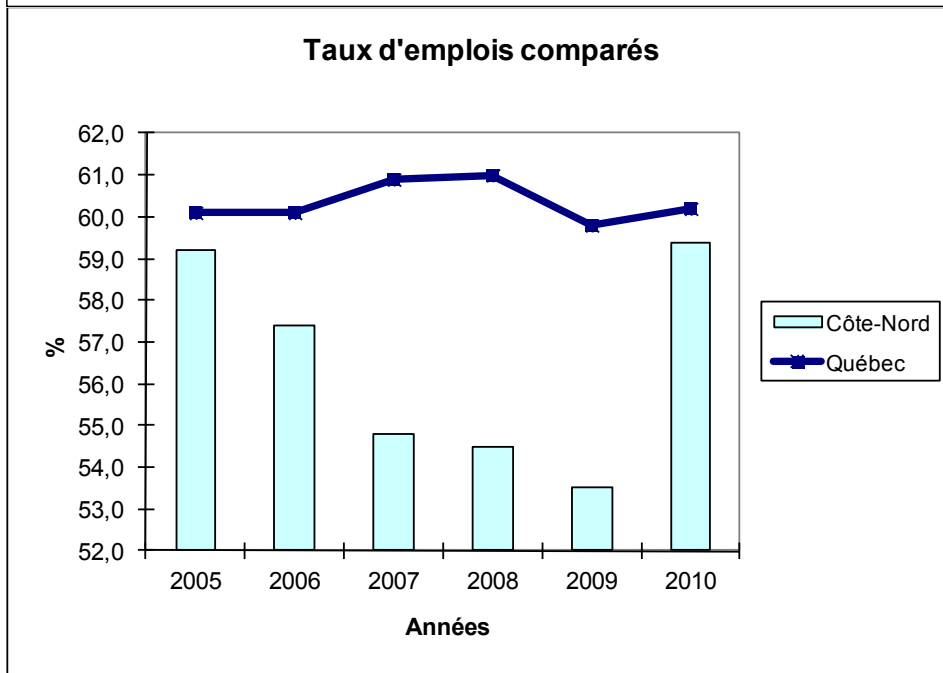
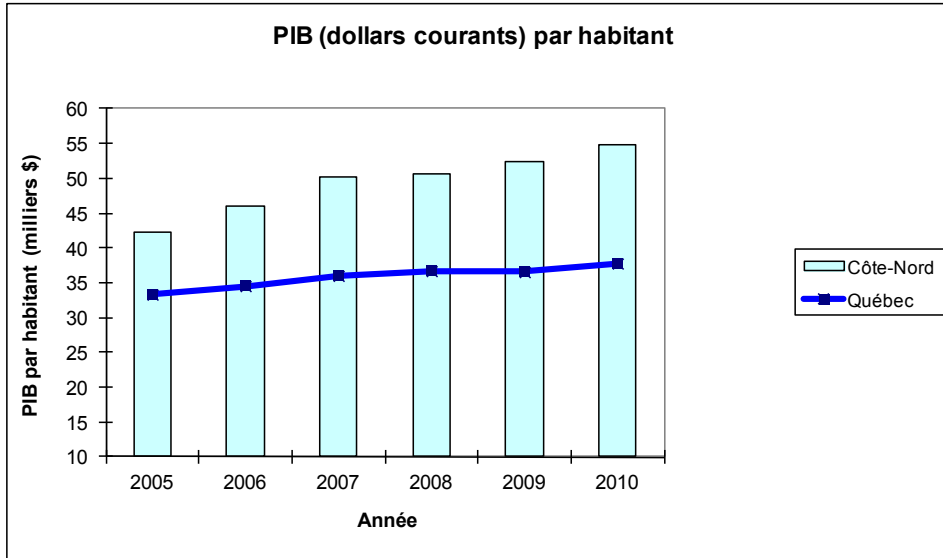
Quant à l'emploi, la région connaît une année positive : pour la première fois depuis 2005, le taux d'emploi a connu une remontée en dépassant son niveau de 2005. Depuis l'an dernier, le taux d'emploi a repris près de 6 points de pourcentage et s'approche de très près de celui du Québec. Bien qu'elle ne soit pas encore complètement sortie du marasme des dernières années, la région va beaucoup mieux.

RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU PIB DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS AVEC COMPARAISON À L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (PIB RÉEL 2009)

	<i>Région</i>	<i>Québec</i>
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	64,1	28,4
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES	35,9	71,6

Source : Institut de la statistique du Québec





Principales INDUSTRIES

Agroalimentaire

Forestière

Pâtes et papiers

Tourisme

CRÉNAUX d'excellence

Fabrication
de composantes en
caoutchouc, en plas-
tique et en matériaux
composites destinées
à la fabrication et à
l'assemblage de
matériel de transport

Transformation du bois
d'apparence et
composites

Biotech santé

Électronique de pointe
pour les technologies
de l'information

Bio-industries
environnementales

ESTRIE

L'Estrie est une région économiquement diversifiée. Elle n'a pas le dynamisme économique de certaines régions-ressources portées par le prix des matières premières, mais elle peut se targuer d'avoir de nombreuses entreprises dans le domaine manufacturier. Ces entreprises traversent actuellement des épreuves qui plombent l'économie régionale : perte de compétitivité, baisse des exportations et force du dollar canadien. Ainsi la région, bien qu'elle ait un taux de croissance semblable à celui du Québec, creuse l'écart sur le plan du PIB par habitant : il était de plus de 4 200 \$ en 2005, il est de plus de 6 800 \$ aujourd'hui,

Économiquement, la région semble faire du surplace, malgré d'excellentes tentatives de diversifier les créneaux économiques. En 2010, le taux d'emploi a aussi diminué. S'il est historiquement plus élevé que celui du Québec, la tendance veut que l'écart rétrécisse : il est de 1,7 point de pourcentage en 2010 comparativement à 3,8 points de pourcentage en 2005.

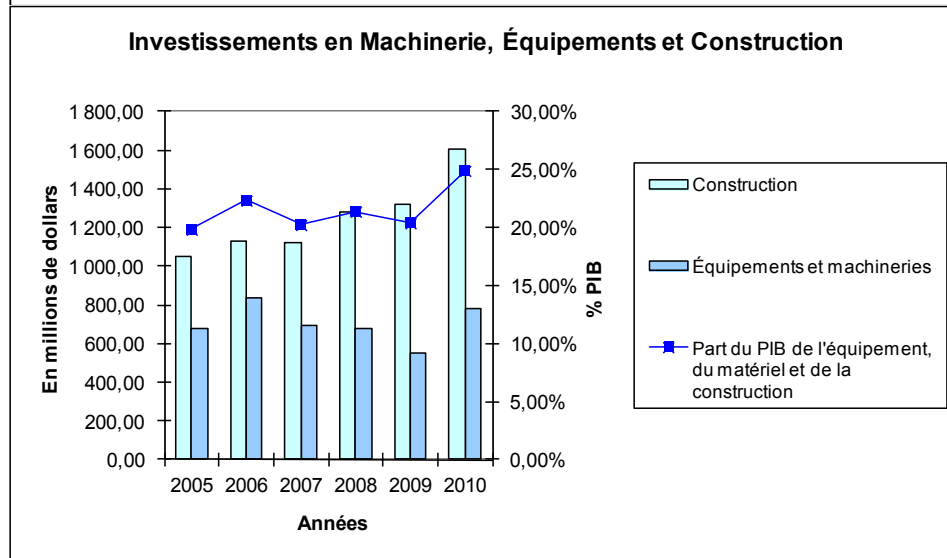
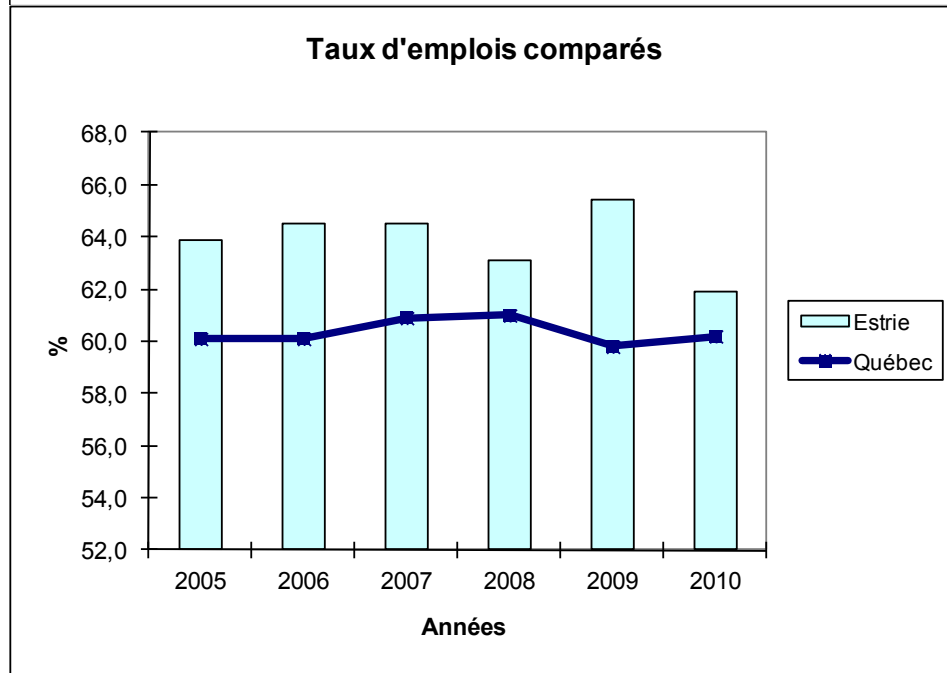
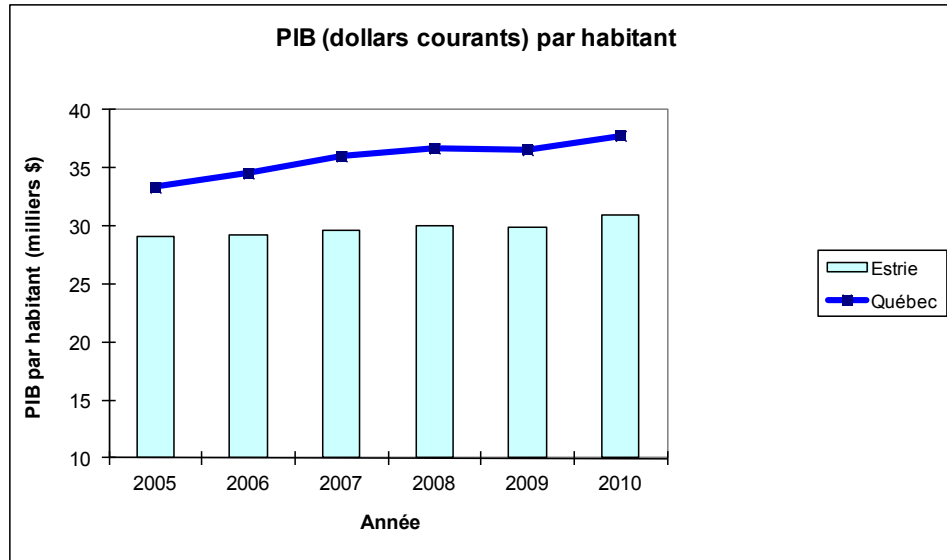
Un point positif demeure : l'importance relative des investissements en équipement et machinerie et en construction qui sont tous à la hausse en 2010 (1,6 milliard de dollars en équipement et machinerie et près de 800 millions en construction). Ces investissements en actif pourraient conforter un développement plus soutenu dans les prochaines années, car actuellement, le développement n'est pas à la hauteur de ce que l'on observe ailleurs.

RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU PIB DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS AVEC COMPARAISON À L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (PIB RÉEL 2009)

	<i>Région</i>	<i>Québec</i>
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	30,5	28,4
Fabrication	19,4	14,9
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES	69,5	71,6
Soins de santé et assistance sociale	11,9	8,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,9	4,6

Source : Institut de la statistique du Québec





Principales INDUSTRIES

Éolienne

Forestière

Pêcherie

Tourisme

CRÉNAUX d'excellence

Récréotourisme santé/
nature

Ressources, sciences et
technologies marines

Éolien

Produits forestiers à
valeur ajoutée (sapin
baumier et peuplier
faux-tremble)

GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

L'année 2010 fut meilleure que les précédentes pour la Gaspésie et les Îles de la Madeleine. La croissance en PIB nominal, comme c'est le cas depuis au moins deux ans, a été plus élevée que la moyenne québécoise (5 % par rapport à 4,4 % pour le Québec). Si le secteur primaire, comme c'est le cas pour la pêche et l'agriculture, demeure un secteur plus important pour la région, celle-ci est de plus en plus centrée sur le secteur des services et dépasse même le taux québécois (73,1 % du PIB en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine provient du secteur des services comparativement à 71,6 % pour l'ensemble du Québec). En 2009, le secteur qui a le plus contribué au PIB régional fut les soins de santé et les services sociaux.

Un point positif est l'augmentation du PIB par habitant qui revient à des écarts par rapport à l'ensemble du Québec semblables à ceux qui précédaient la crise de 2008 (12 521 \$ en 2005 ; 13 453 \$ en 2008 ; 12 838 \$ en 2010). Après avoir traversé quelques années difficiles, la richesse créée par habitant repart en hausse. Malheureusement, cette donnée est aussi « améliorée » par le déclin démographique de la région qui perd chaque année (bon nombre) de ses citoyens.

Après une baisse constatée l'an dernier, le taux d'emploi a progressé cette année. Bien qu'étant très bas par rapport à l'ensemble du Québec, le taux d'emploi de la région a tendance à rattraper le taux québécois : en 2005, l'écart était de 18,6 points de pourcentage alors qu'il est de 13,9 points de pourcentage aujourd'hui. Les investissements en actif au cours des dernières années ont aussi augmenté : ils ont contribué à près de 35 % du PIB l'an dernier. La région, malgré des temps plus difficiles, a quelques outils pour se développer : le secteur de l'éolien ou l'amélioration de l'offre touristique sont des voies porteuses d'un bon potentiel.

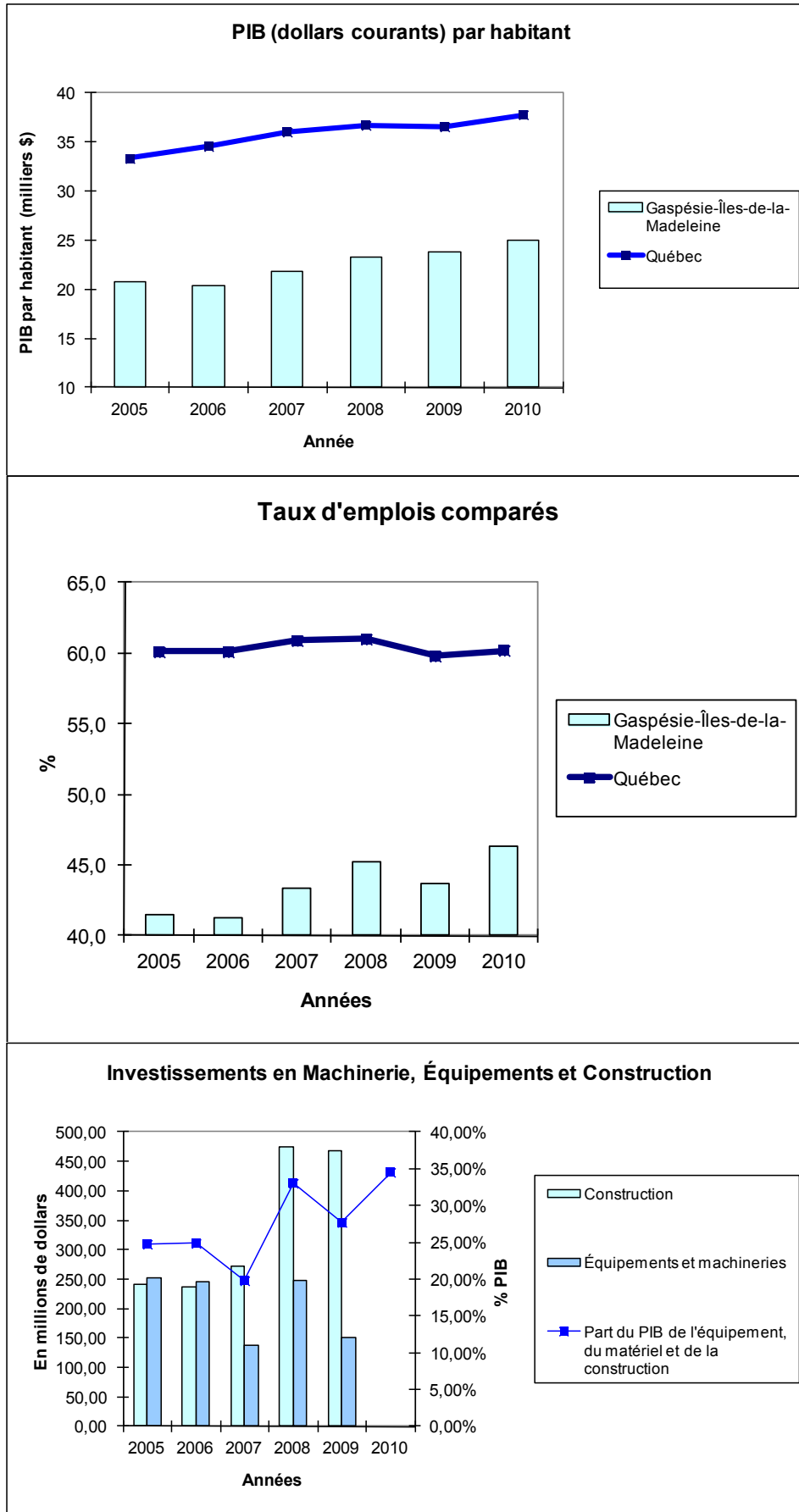
RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU PIB DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS AVEC COMPARAISON À L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (PIB RÉEL 2009)

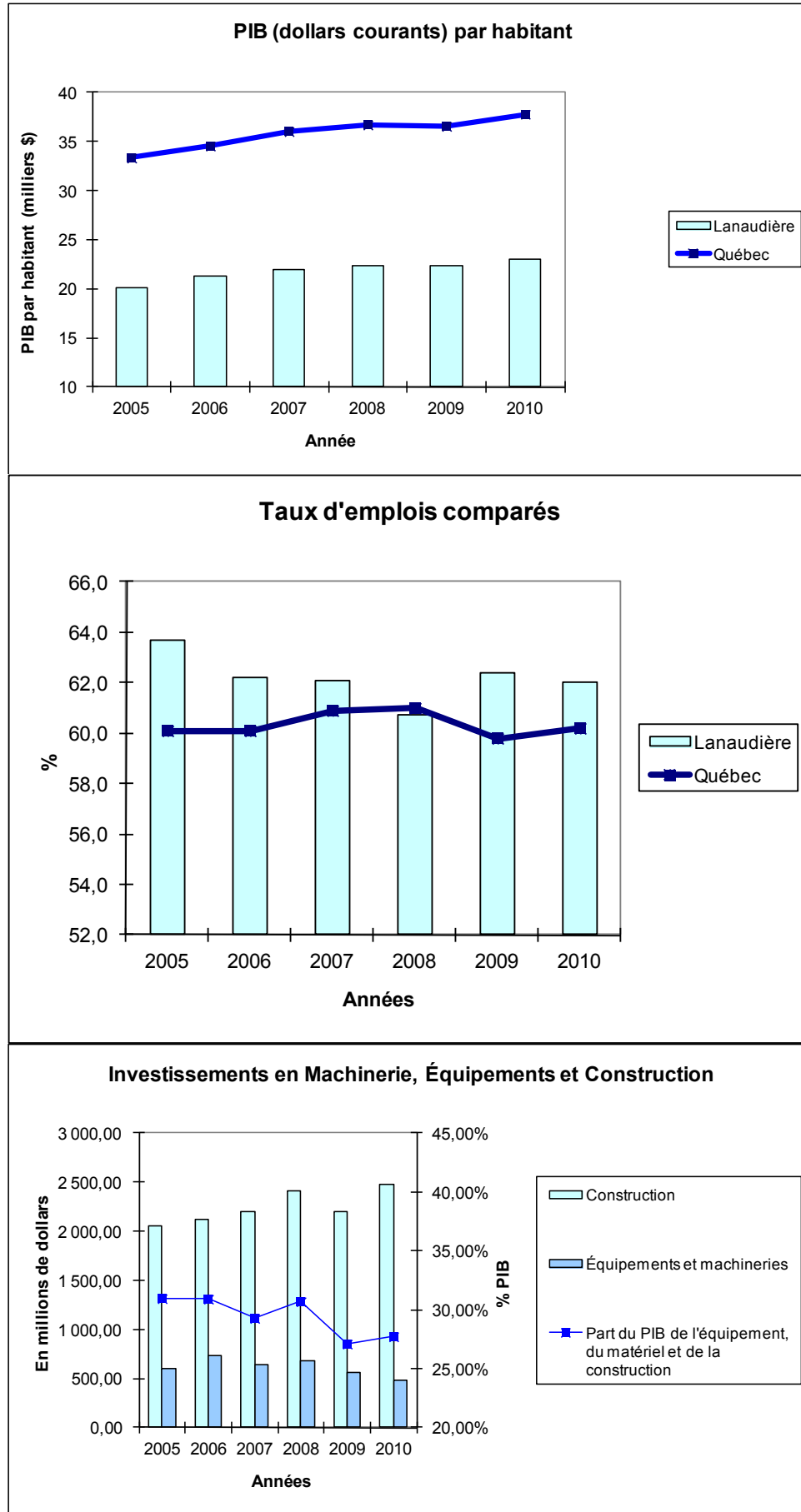
	<i>Région</i>	<i>Québec</i>
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	26,9	28,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	5,3	1,6
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES	73,1	71,6
Soins de santé et assistance sociale	14,1	8,3
Hébergement et services de restauration	5,7	2,4

Source : Institut de la statistique du Québec

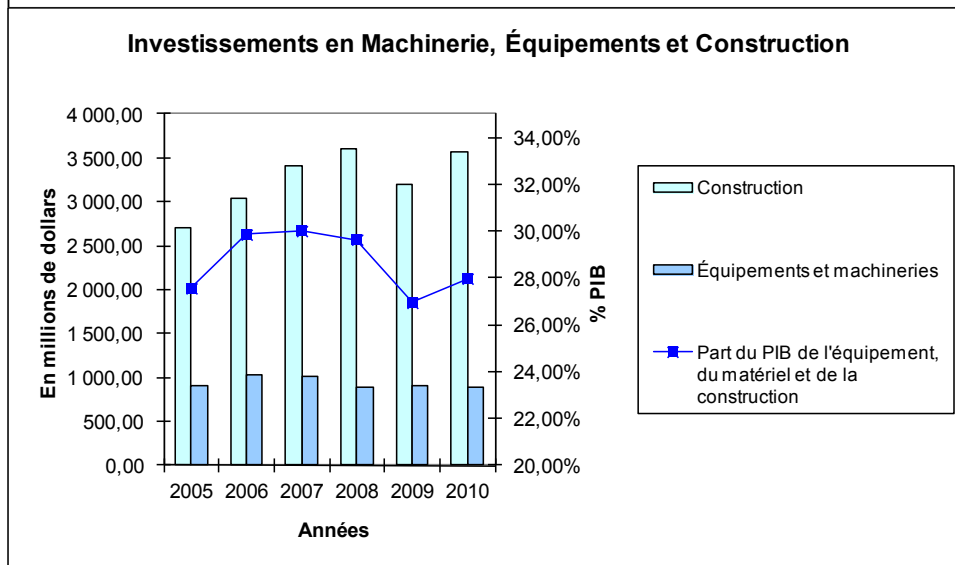
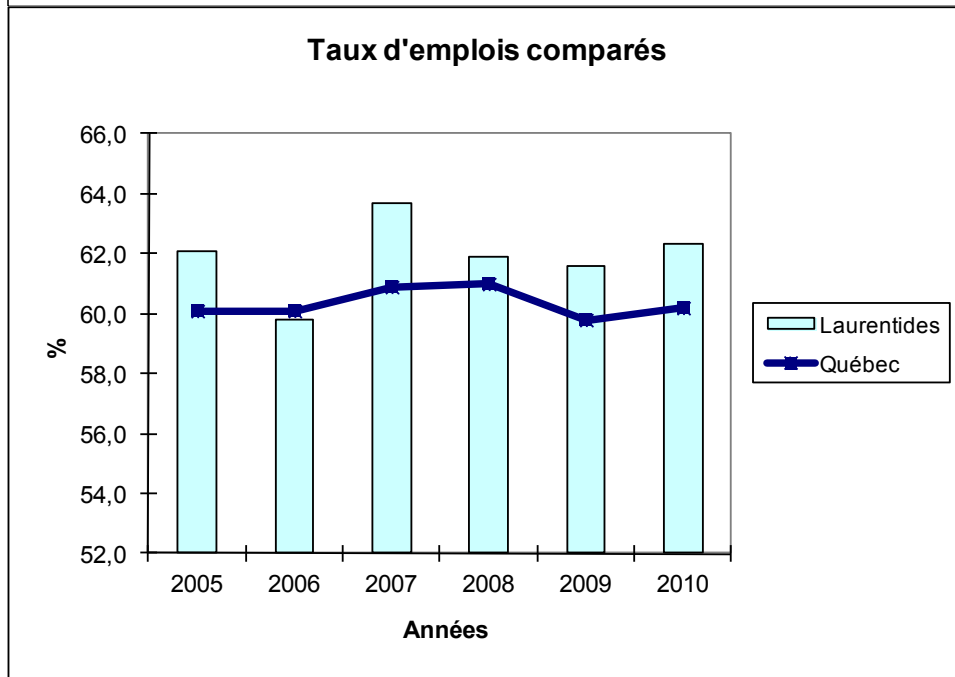
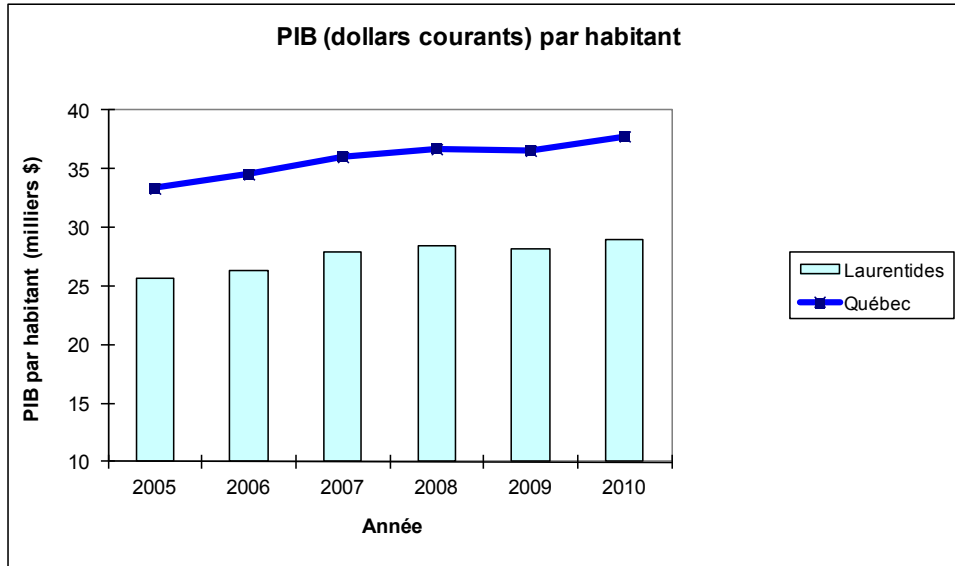


GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE





LAURENTIDES



Agroalimentaire

Biotechnologie

Pharmaceutique

Technologie de
l'information

LAVAL

Laval connaît depuis cinq ans une croissance démographique très intéressante : l'an dernier, la population lavalloise a crû de près de 2 %. Cette croissance soutient une croissance économique qui est légèrement plus élevée que celle du Québec (4,6 % du PIB nominal pour Laval, comparativement à 4,4 % pour l'ensemble du Québec). Cette croissance économique n'a pu cependant inverser une tendance observée depuis quelques années en ce qui concerne le PIB par habitant dont l'écart par rapport au reste du Québec a tendance à augmenter (de 5 534 \$ en 2006, il est de 6 745 \$ aujourd'hui).

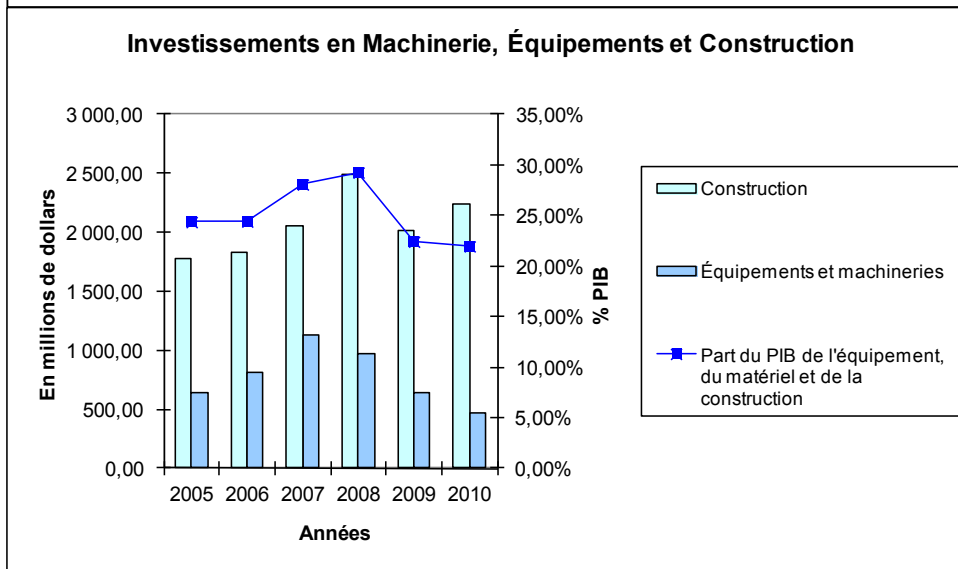
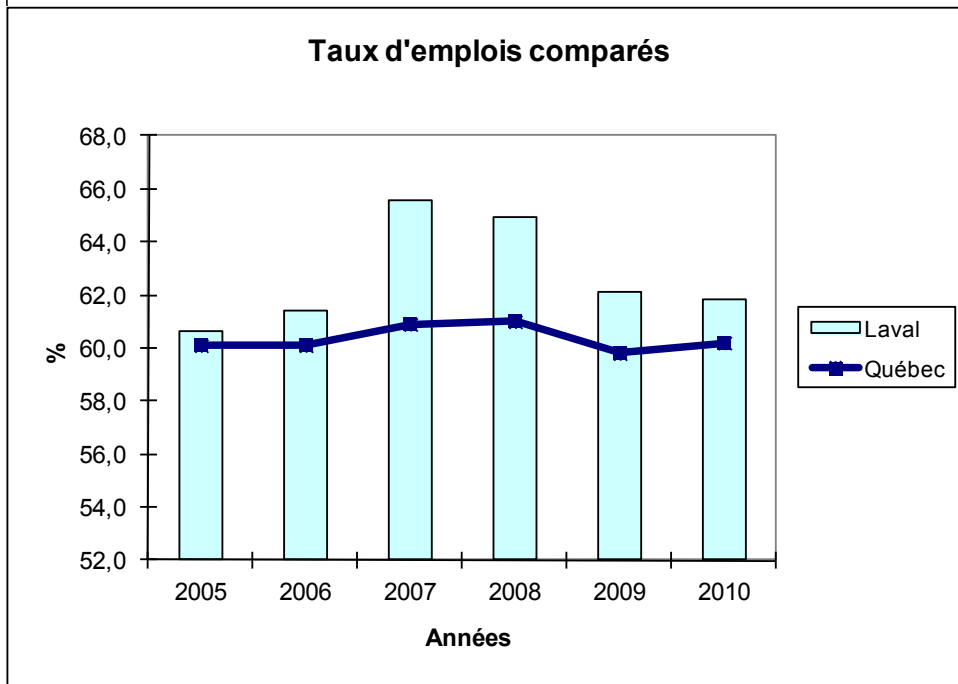
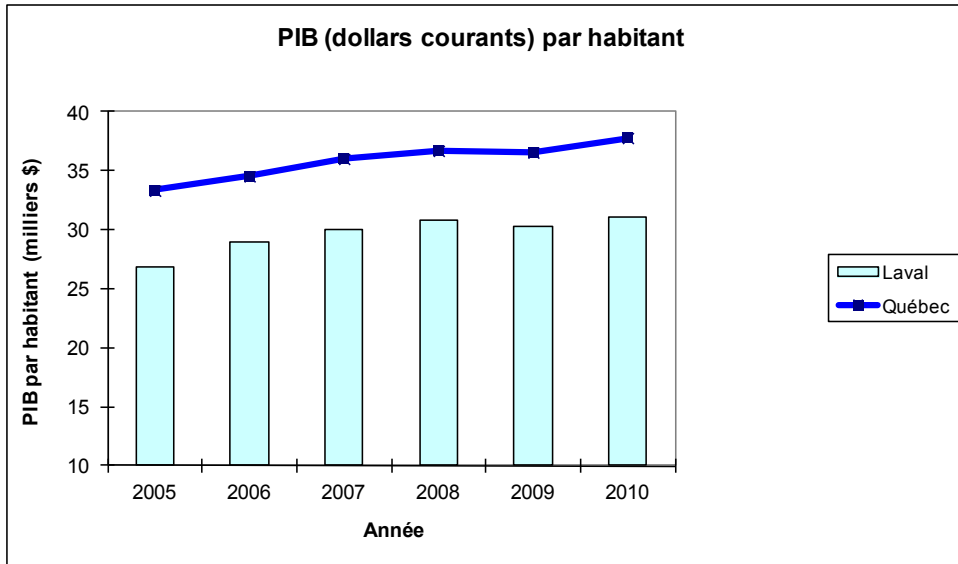
L'économie lavalloise est fortement concentrée dans le secteur des services. Ceux-ci contribuent à plus des trois quarts du PIB de la région, principalement les secteurs des finances, du secteur immobilier, des assurances, et du commerce en gros et de détail. Le taux d'emploi, généralement plus élevé que celui du Québec, s'est contracté l'an dernier, se rapprochant de celui de l'ensemble du Québec (soit 1,6 point de pourcentage d'écart).

Un des indicateurs qui pourrait sonner un peu l'alarme est la diminution observée depuis deux ans des investissements en machinerie, équipement et construction. Bien que l'on observe des investissements de plus de 200 millions de plus qu'en 2009 en construction, cette somme constitue un déclin par rapport à 2008. En machinerie et équipement, le déclin est plus marqué. Si plus d'un milliard de dollars était investi en 2007, ces investissements ne représentaient plus que 473 millions de dollars en 2010.

RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU PIB DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS AVEC COMPARAISON À L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (PIB RÉEL 2009)

	<i>Région</i>	<i>Québec</i>
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	23,7	28,4
Construction	7,8	6,4
Fabrication	13,0	14,9
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES	76,3	71,6
Finance, Assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	20,4	17,3
Commerce de détail	8,9	6,5

Source : Institut de la statistique du Québec



Principales INDUSTRIES

Agroalimentaire

Foresterie

Papetière

Transformation des
métaux

CRÉNAUX d'excellence

Papier
à valeur ajoutée et
technologies associées

Technologies de
transformation
des métaux
(magnésium et titane)

Hydrogène et
électrotechnologies

Meuble

Bioprocédés industriels

MAURICIE

L'économie de la Mauricie change : en comparaison de ce qui était autrefois une économie basée sur les matières premières, la crise forestière a changé la donne. Aujourd'hui, l'industrie des services représentent plus du deux tiers du PIB nominal, bien que cette proportion soit inférieure à celle du reste du Québec. Une importante part provient du secteur manufacturier qui connaît lui aussi un passage difficile.

La croissance de la Mauricie, à la différence des années précédentes, a été plus élevée que celle de l'ensemble du Québec (4,6 % du PIB nominal, comparativement à 4,4 % dans l'ensemble du Québec). L'écart entre le PIB par habitant de l'ensemble du Québec et celui de la région est demeuré sensiblement le même au cours des cinq dernières années (soit autour de 6 500 \$ en faveur de l'ensemble du Québec, exception faite de 2006, année durant laquelle le PIB était plus bas).

Le taux d'emploi est aussi historiquement plus bas que celui du reste du Québec et cette tendance semble se maintenir. Plus encore, ce taux ne semble pas revenir au niveau de celui qui précédait la crise (53,5 % en 2008 par rapport à 52,3 % en 2010). Les investissements en équipement et machinerie semblent aussi ralentir depuis quelques années, alors que ceux de la construction n'ont que légèrement augmenté, ce qui a pour effet que, depuis 2008, l'influence des investissements en actif sur le PIB a substantiellement diminué.

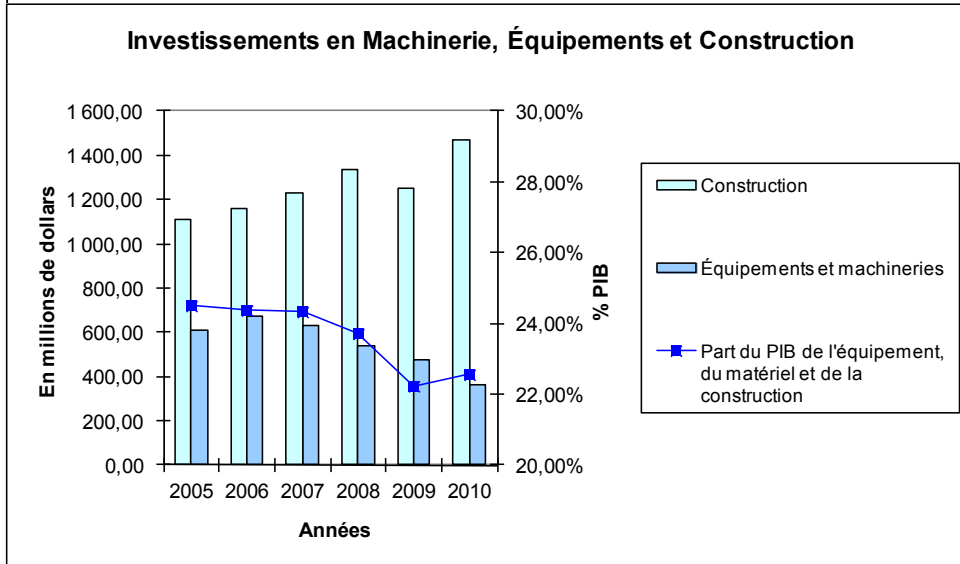
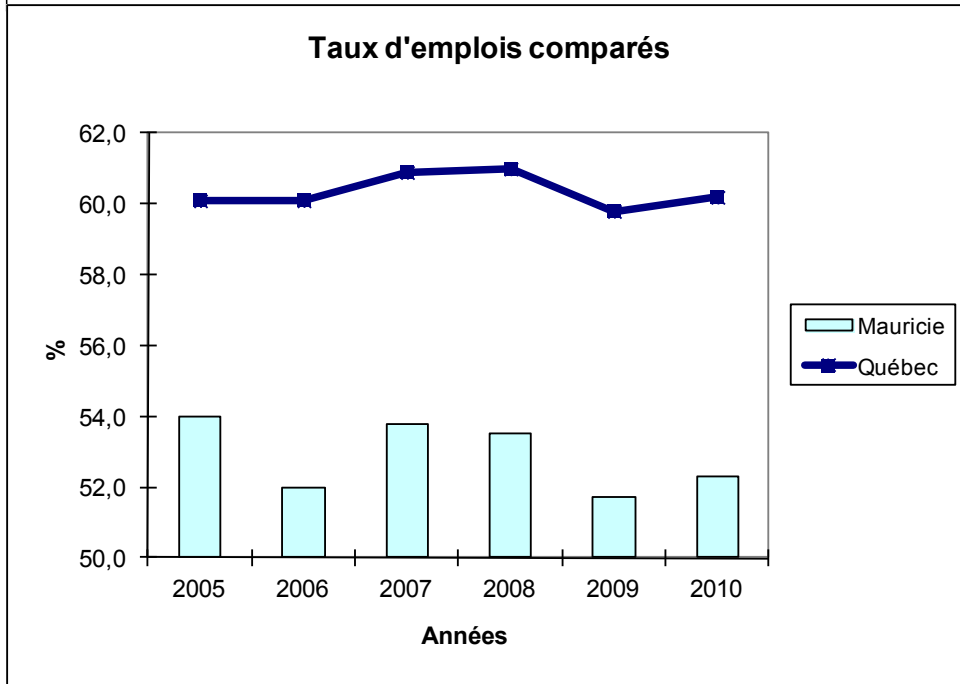
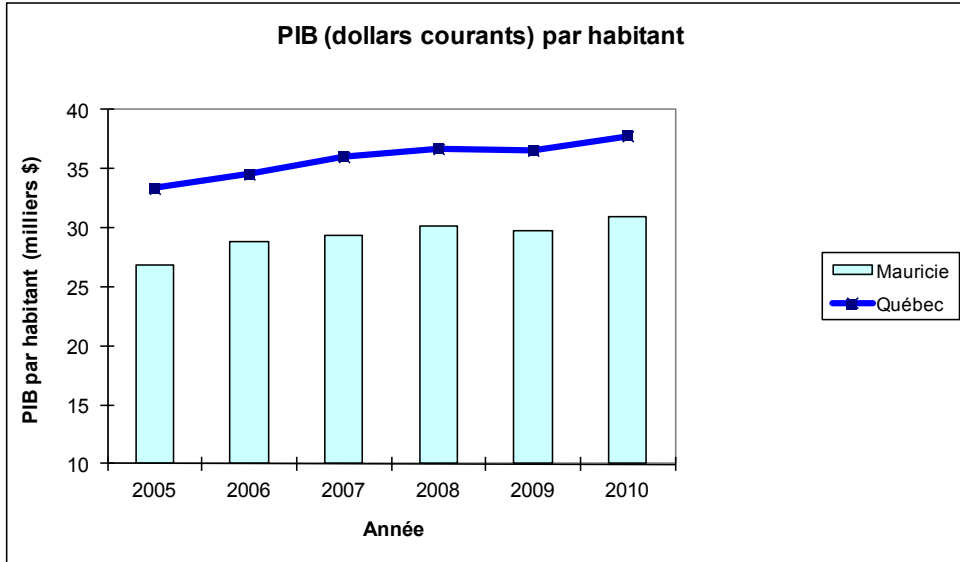
RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU PIB DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS AVEC COMPARAISON À L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (PIB RÉEL 2009)

	<i>Région</i>	<i>Québec</i>
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	34,9	28,4
Fabrication	17,0	14,9
Services publics	8,2	4,3
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES	65,1	71,6
Services d'enseignement	6,7	5,3
Soins de santé et assistance sociale	10,7	8,3

Source : Institut de la statistique du Québec



MAURICIE



Principales INDUSTRIES

Agroalimentaire

Aéronautique

Bioalimentaire

CRÉNAUX d'excellence

Bioalimentaire

Transformation des
métaux ferreux et
nouveaux matériaux
associés

Fabrication
à haute valeur ajoutée
en aéronautique

Technologies avancées
de matériel
de transport terrestre

Cinéma

Fabrication
à haute valeur ajoutée
de composants
microélectroniques

MONTÉRÉGIE

La région de la Montérégie est une région hautement diversifiée : elle englobe tout aussi bien des banlieues que des territoires agricoles. C'est une région qui s'est développée énormément au cours des dernières années. Depuis cinq ans, sa croissance démographique est constante d'environ 1 % (moins importante que dans la couronne nord, mais tout de même significative). La croissance économique a été légèrement plus élevée que celle de l'ensemble du Québec l'an dernier (4,5 % de croissance du PIB nominal, comparativement à 4,4 % pour l'ensemble du Québec). Une forte proportion, de près de 20 %, de l'économie de la Montérégie est basée sur le secteur manufacturier. Cette proportion est plus élevée que dans l'ensemble du Québec.

Le PIB par habitant est plus bas que dans l'ensemble du Québec. Comme pour la couronne nord de Montréal, plusieurs personnes demeurent en Montérégie sans y travailler. L'écart a tendance cependant à se creuser : s'il était d'environ 5 600 \$ en 2005, il est de 6 347 \$ aujourd'hui. Le taux d'emploi est quant à lui supérieur à l'ensemble du Québec. Ce taux est cependant plus bas que celui qui prévalait avant la récession de 2008 et il ne semble pas y avoir de mouvement à la hausse.

Les investissements en construction sont nettement à la hausse en 2010 (passant de 7,5 milliards de dollars en 2009 à 8,6 milliards de dollars en 2010). La contribution des investissements dans les actifs au PIB est revenue au niveau qui prévalait avant la récession de 2008.

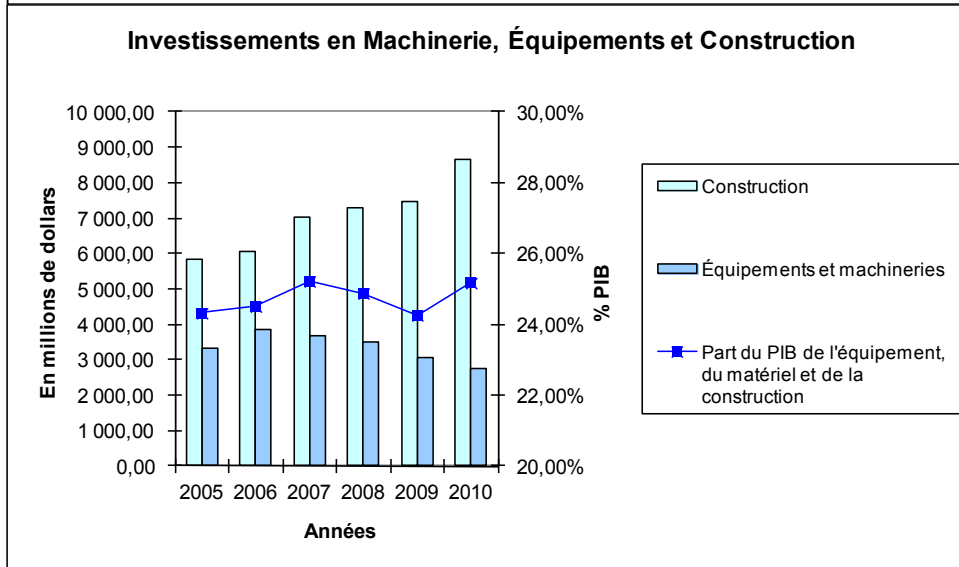
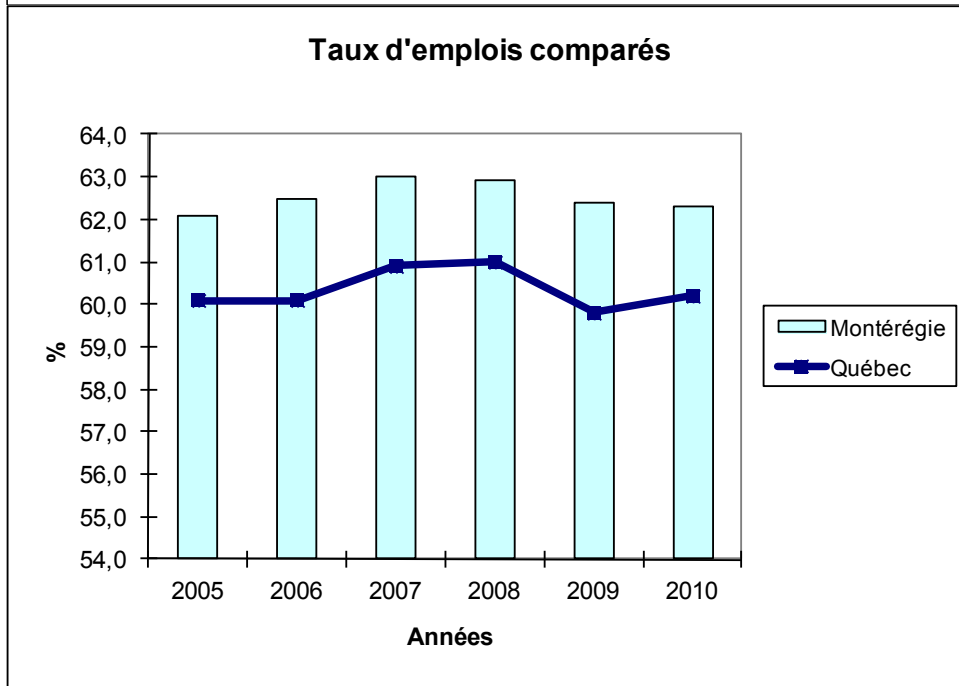
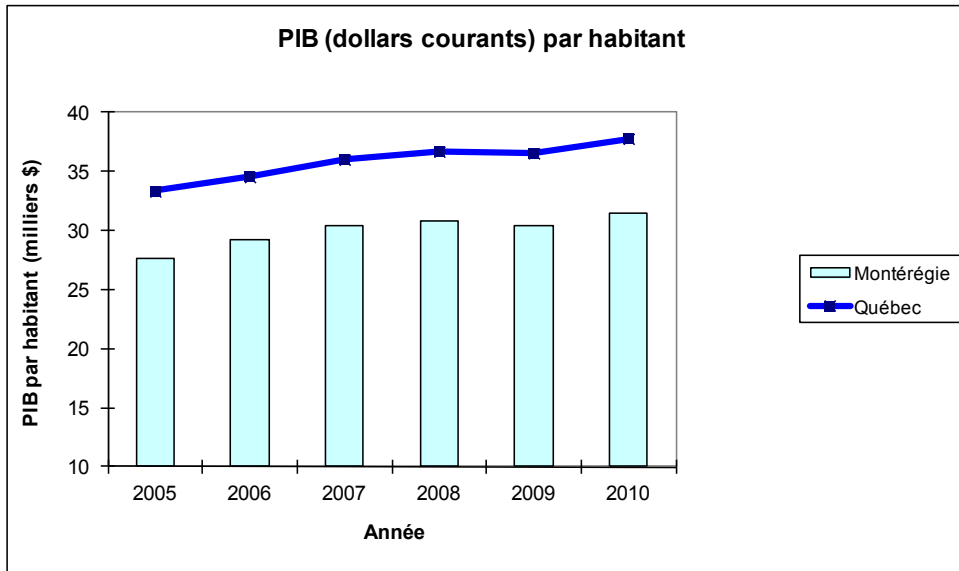
RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU PIB DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS AVEC COMPARAISON À L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (PIB RÉEL 2009)

	<i>Région</i>	<i>Québec</i>
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	33,6	28,4
Construction	7,9	6,4
Fabrication	19,4	14,9
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES	66,4	71,6
Finance, Assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	18,2	17,3

Source : Institut de la statistique du Québec



MONTÉRÉGIE



Aérospatiale

Transformation
avancée des métaux

Chimique

Pharmaceutique

Technologies
en informatique et en
télécommunications

Tourisme

MONTRÉAL

Montréal demeure la principale région de production et de développement économique avec près de 35 % du PIB nominal du Québec qui y est produit (suit de très loin, la région de la Montérégie avec 15 % du PIB nominal). Le moteur économique du Québec est toujours dans la métropole, mais il ralentit.

Le taux de croissance du PIB est depuis cinq ans plus bas que celui de l'ensemble du Québec. Cette année, cette différence du taux de croissance est de 0,5 point de pourcentage en faveur de l'ensemble du Québec. Le reste du Québec croît plus vite que son moteur. La force de Montréal réside dans son grand secteur des services qui, encore une fois, dépasse largement le pourcentage des services dans le PIB de l'ensemble de la province. Le secteur manufacturier cependant semble perdre de la vitesse. Les secteurs de la recherche et de la culture sont beaucoup plus dynamiques qu'ailleurs.

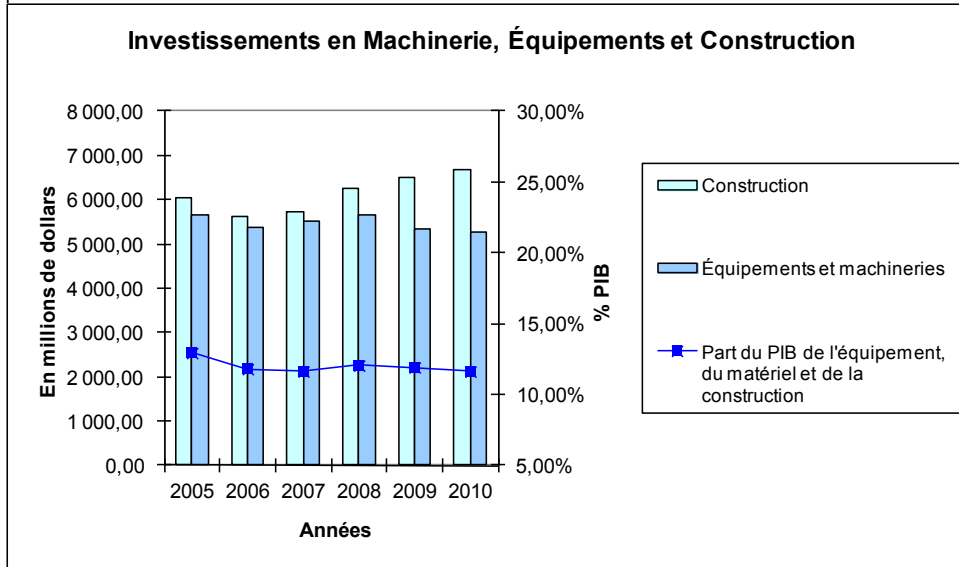
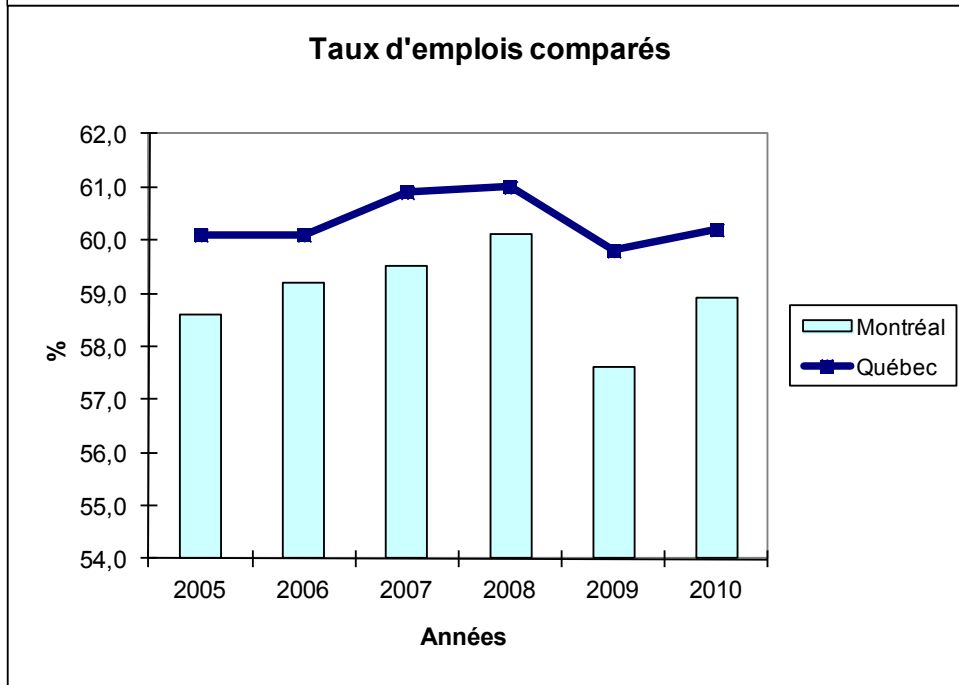
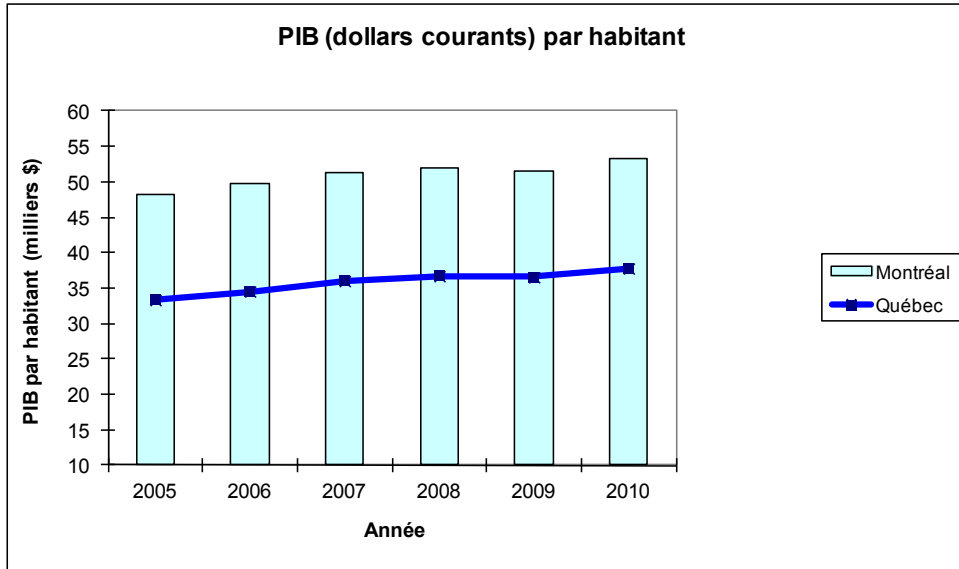
Le PIB par habitant est généralement plus élevé que dans les autres régions : l'écart se maintient autour de 15 000 \$ depuis quelques années. Plus de gens travaillent à Montréal qu'ils n'y résident ce qui explique en partie cet écart. Le taux d'emploi à Montréal a repris de la vigueur durant l'année 2010 : l'écart négatif de plus de deux points qui s'étaient creusé entre Montréal et l'ensemble du Québec semble tranquillement se refermer (écart de 1,3 point de pourcentage en 2010 en faveur de l'ensemble du Québec).

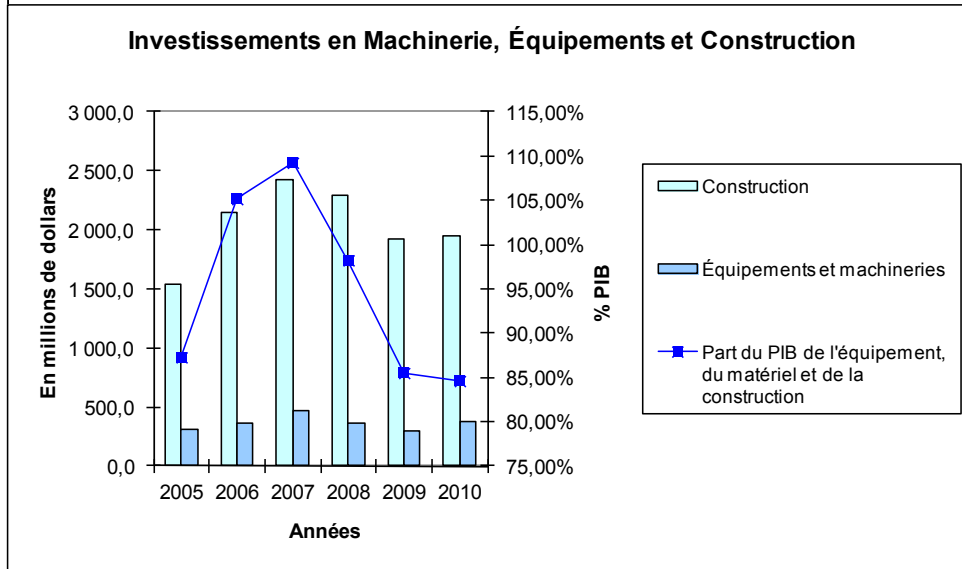
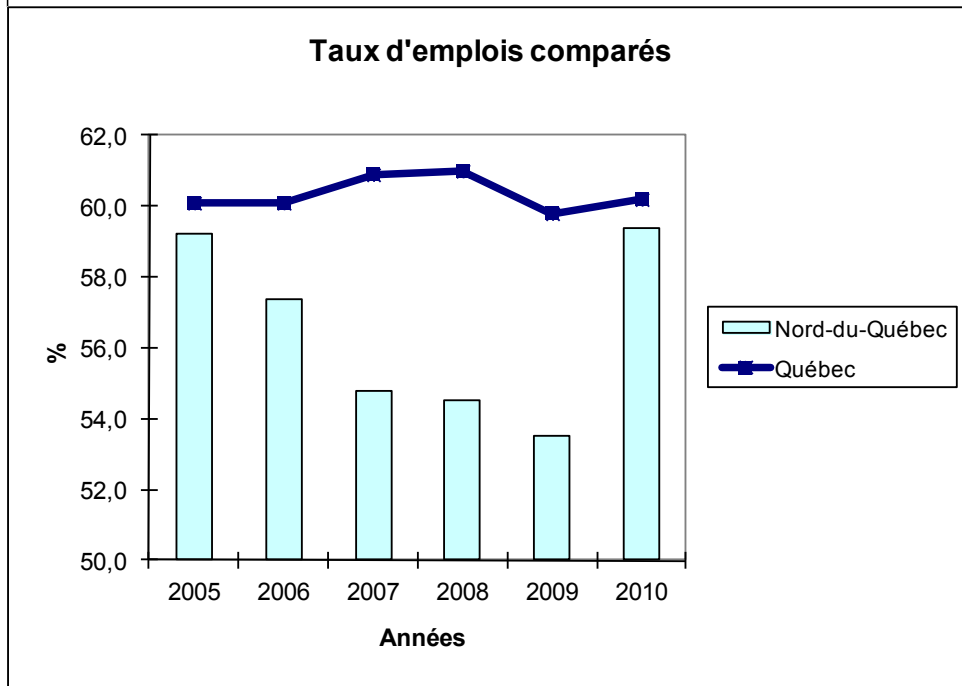
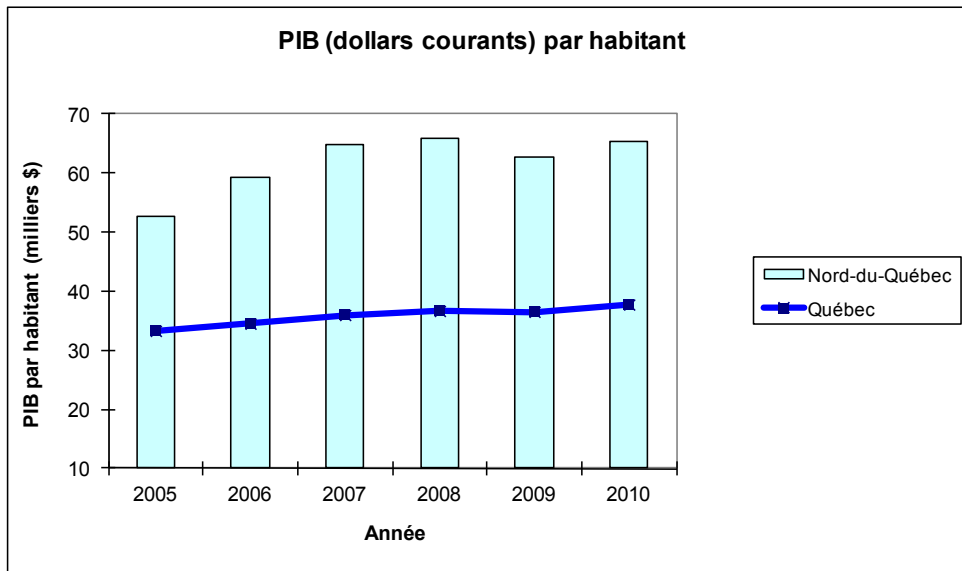
Un signe plus inquiétant est la faiblesse relative des investissements dans la construction, la machinerie et l'équipement qui représentent 11,6 % du PIB, le taux le plus bas au Québec. Ces investissements semblent stagner depuis quelques années et n'ont augmenté que de 2,2 % depuis 2005 (par rapport à 29 % d'augmentation dans l'ensemble du Québec). Symptôme d'une économie centrée sur les services ayant peu d'actifs et d'immobilisations, il ne faudrait cependant pas abandonner complètement le secteur manufacturier sur l'Île de Montréal.

RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU PIB DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS AVEC COMPARAISON À L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (PIB RÉEL 2009)

	<i>Région</i>	<i>Québec</i>
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	21,3	28,4
Construction	3,1	6,4
Fabrication	13,3	14,9
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES	78,7	71,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	7,3	3,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	7,1	4,6

Source : Institut de la statistique du Québec





Principales INDUSTRIES

Administration publique

Forestière

Pâtes et papier

Tourisme

Technologies de l'information

CRÉNAUX d'excellence

Production et transformation du bois de type feuillu

Technologies langagières

Intégration des technologies et des processus d'affaires

Développement de logiciels

OUTAOUAIS

La croissance en Outaouais a été semblable cette année à celle du Québec (4,5 % de croissance du PIB nominal pour la région, comparativement à 4,4 % pour l'ensemble du Québec). Influencée par la proximité de la capitale fédérale, l'économie de la région est composée à plus de 80 % du secteur des services. La place de moins de 5 % occupée par le secteur manufacturier est plus problématique car la région est loin des 14,9 % de contribution des manufacturiers au PIB nominal du Québec.

Le PIB par habitant, quant à lui, suit la même tendance que les régions qui bordent un grand centre, c'est-à-dire qu'il est plus bas que dans l'ensemble du Québec, car plusieurs personnes résident en Outaouais mais n'y travaillent pas ; l'écart se maintient donc autour de 8 000 \$. En ce qui concerne le taux d'emploi, il est la plupart du temps au dessus de celui de l'ensemble du Québec. Fait intéressant, cet écart a diminué depuis la fin de la crise de 2008, écart qui était sans doute basé sur le fait que les emplois en Outaouais étaient mieux protégés en moyenne que dans le reste du Québec étant donné la présence de la fonction publique fédérale. Actuellement, cet écart est de 3,7 points de pourcentage en faveur de la région.

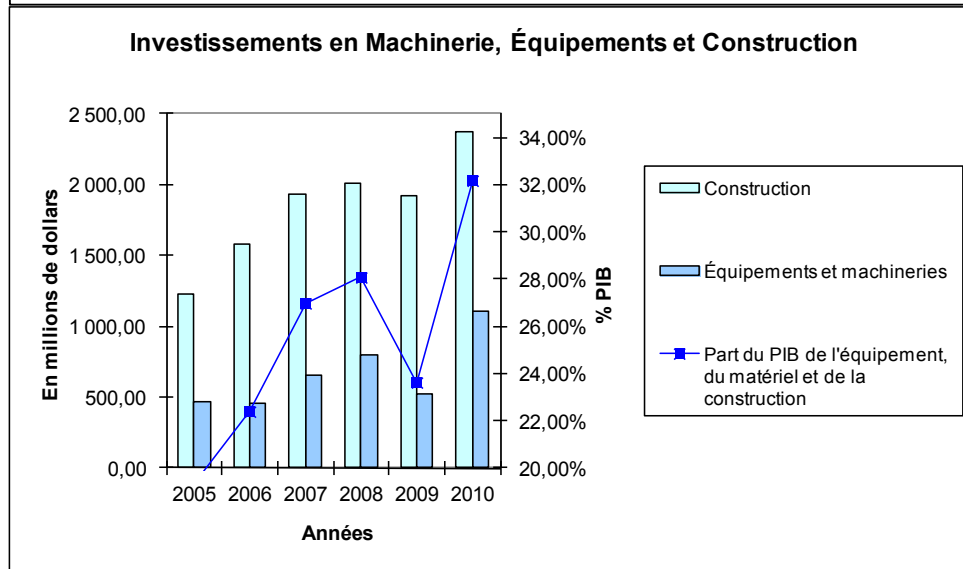
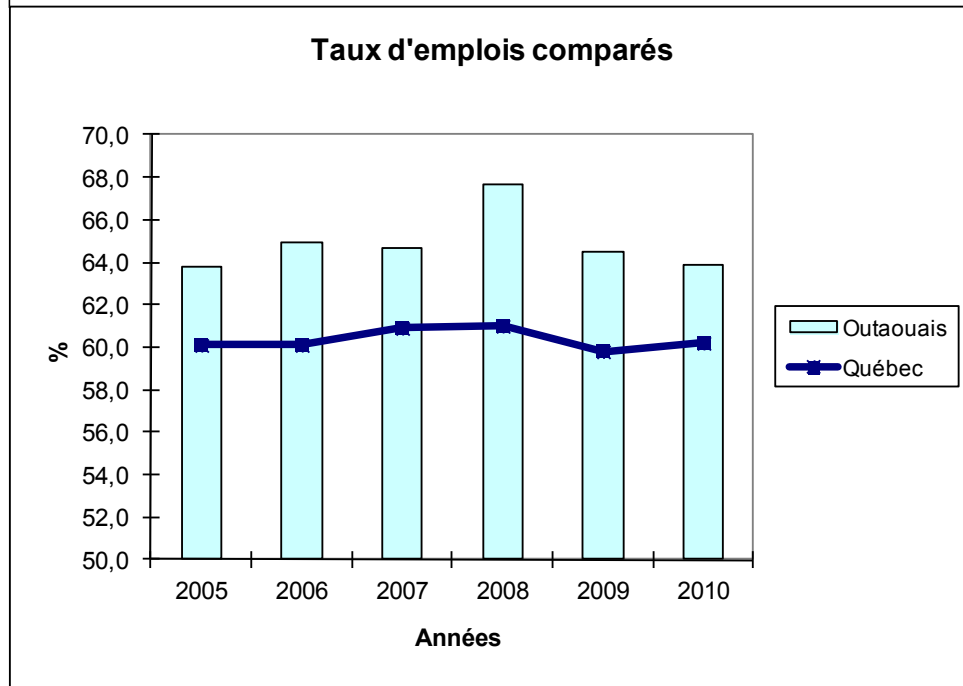
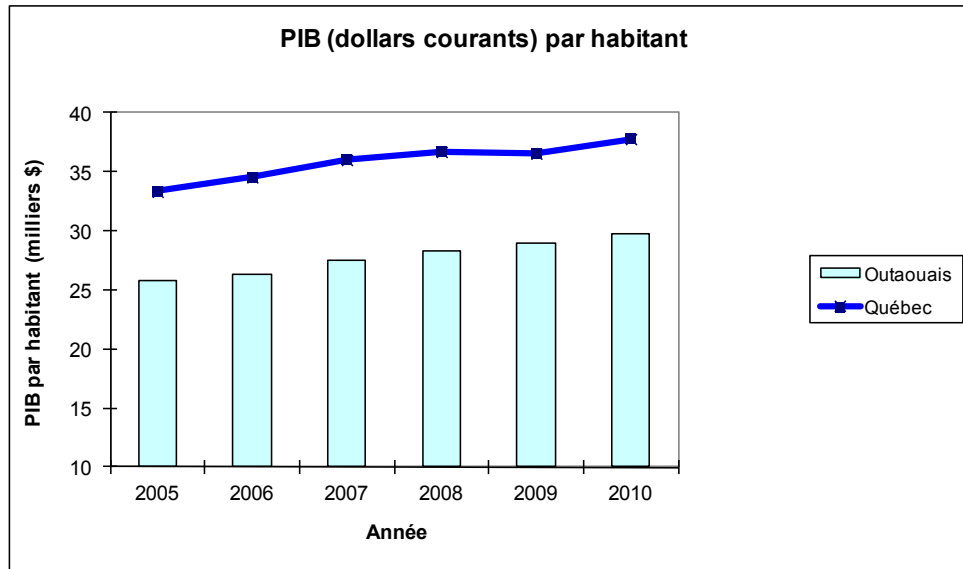
Les investissements en immobilisations iront connu une meilleure année qu'en 2009. En 2010, on y a investi 2,3 milliards de dollars en construction et 1,1 milliard en machinerie et équipement.

RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU PIB DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS AVEC COMPARAISON À L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (PIB RÉEL 2009)

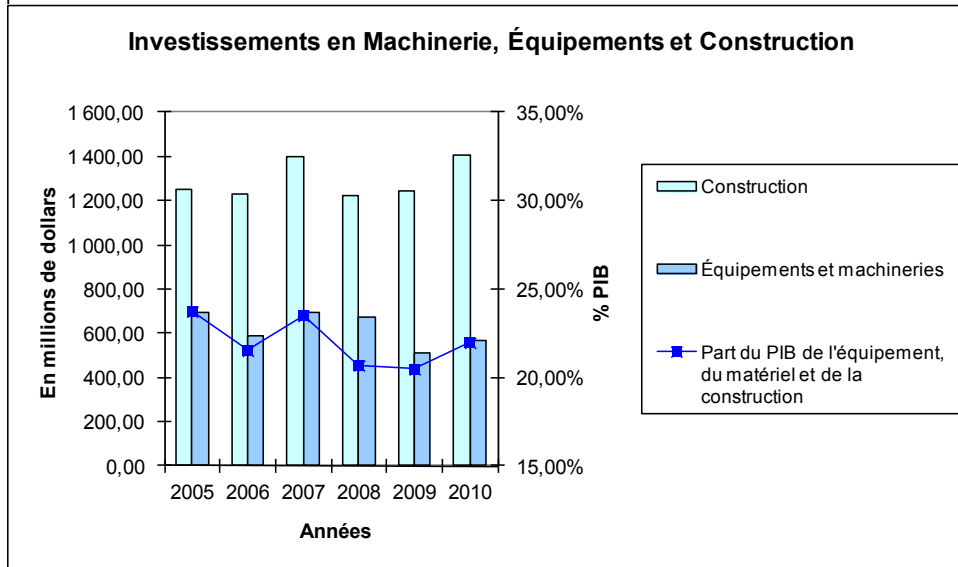
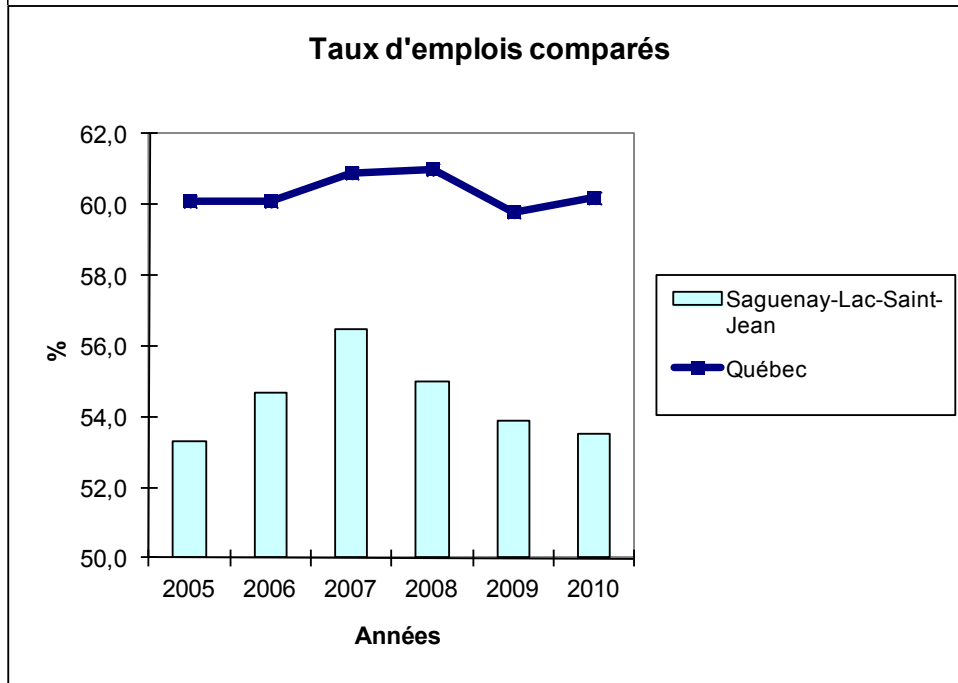
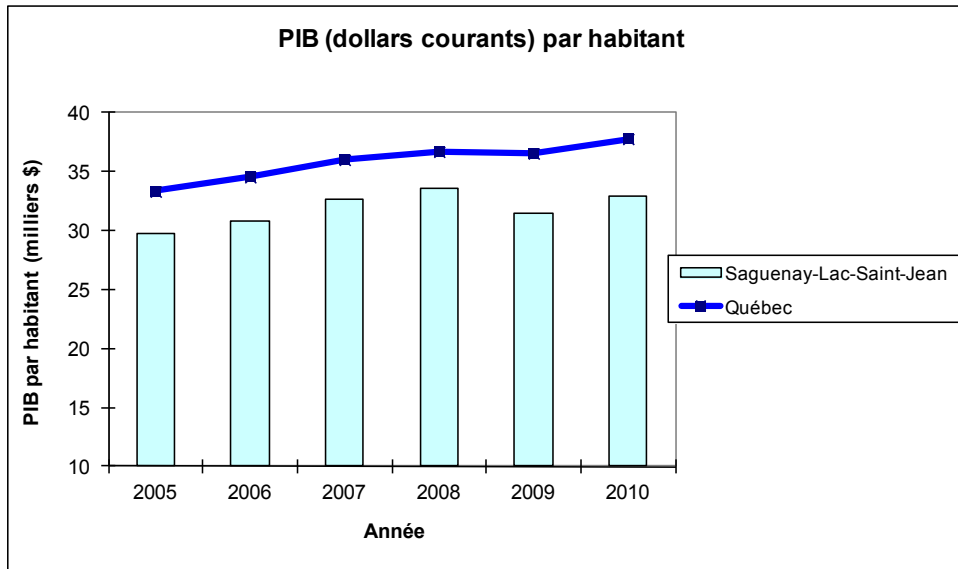
	<i>Région</i>	<i>Québec</i>
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	17,5	28,4
Construction	8,7	6,4
Fabrication	4,5	14,9
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES	82,5	71,6

Source : Institut de la statistique du Québec





SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN



AUTRES CONSIDÉRATIONS

Les Indicateurs FCCQ est une publication annuelle offrant une analyse courante de la performance économique du Québec et de ses régions administratives.

Toutes les données proviennent de sources officielles: l'Institut de la Statistique du Québec, Statistique Canada, Industrie Canada et Ressources naturelles Canada, Hydro-Québec ou Réseau Capital. Aucune donnée n'a été compilée par la FCCQ. Elles ne subissent que quelques calculs de ratio lorsque nécessaire.

L'analyse contenue dans *Les Indicateurs FCCQ – Édition 2011* a été rédigée par Jean-Guy Côté, directeur, Stratégie et affaires économiques de la FCCQ. La recherche a été effectuée par Jacynthe L'Heureux, étudiante au programme de M.Sc. de HEC Montréal et Jean-Guy Côté.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à Jean-Guy Côté au 514-844-9571, poste 3244 ou à jean-guy.cote@fccq.ca.

NOTES

Dollars enchaînés

Le concept de dollar enchaîné de 2002 est une statistique de Statistique Canada qui ressemble au concept de dollar constant. Le dollar constant utilisé auparavant avait traditionnellement 1992 comme année de référence et avait le défaut de surestimer la croissance dû aux changements radicaux des prix dans le domaine des TI. Cette nouvelle façon de calculer la valeur constante du dollar est présumée plus juste.

Disparités avec les données de 2010 et 2009

L'utilisation du PIB en dollar enchaîné de 2002 qui neutralise une partie de la croissance peut amener des disparités avec les sources qui utilisent le PIB en dollar courant, dont certaines données antérieures utilisées par la FCCQ.

Utilisation ou non du PIB en dollar courant

Comme cette mesure est plus facilement disponible, surtout en ce qui concerne les données régionales, elle fut utilisée pour le portrait des régions. Dans le cas contraire, le dollar enchaîné de 2002 fut privilégié lorsque la donnée était disponible.



La Fédération des chambres de commerce du Québec
555, boul. René-Lévesque Ouest,
19e étage, Montréal (Québec) H2Z 1B1
Tél. 514-844-9571
Fax. 514-844-0226
Site Web : www.fccq.ca

